



INTÉGRER LE RÔLE DES VILLES AFRICAINES DANS LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT



UNE CARTOGRAPHIE DES BESOINS ET DES PRIORITÉS

Eric Rosand, Isel van Zyl, Jon Jones et Charlotte Moeyens



Financé par
l'Union européenne

À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport recense les besoins et les priorités des villes et autres autorités locales en Afrique en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CEV). Il explore les domaines dans lesquels une participation accrue de ces acteurs locaux pourrait contribuer à catalyser et à soutenir les efforts en faveur d'approches locales et pansociétales de réponse à l'extrémisme violent et aux défis qui y sont liés. Le présent rapport identifie également les mesures à prendre pour répondre à ces besoins et à ces priorités, notamment par le développement de formations et d'autres outils de renforcement des capacités, ainsi que par la participation d'organismes et de plateformes multilatéraux existants, notamment le Strong Cities Network.

Ce rapport s'appuie sur une série de consultations avec des responsables gouvernementaux à l'échelle locale et nationale, des organisations de la société civile (OSC), des chercheurs et des organismes multilatéraux de toute l'Afrique, ainsi que des bailleurs de fonds. Il passe en revue l'état de la menace sur le continent, en mettant l'accent sur les dimensions et les perspectives locales de la menace. Il dresse ensuite une carte de l'écosystème de P/CEV actuel sur le continent, y compris les forces et les limites des efforts existants au niveau régional, national, de la société civile et des autorités locales, ainsi que les obstacles à l'implication des autorités locales dans la prévention. Enfin, ce rapport fournit une série de recommandations concrètes, pertinentes sur le plan politique, visant à surmonter ces obstacles et, plus largement, à renforcer l'implication, le leadership et l'impact des villes et autres autorités locales dans la lutte contre l'extrémisme violent et les défis connexes auxquels sont confrontées leurs communautés.

À PROPOS DE STRONG CITIES NETWORK (SCN)

Le SCN est un réseau mondial indépendant regroupant plus de 160 villes et autres gouvernements locaux qui se consacrent à soutenir les efforts menés par les villes pour prévenir toutes les formes d'extrémisme, de haine et de polarisation tout en protégeant les droits humains.

QUELLE EST LA MISSION DU SCN ?

- Inspirer, catalyser et multiplier les politiques et programmes locaux, non discriminatoires, fondés sur les droits humains et sensibles à la dimension de genre, qui préviennent et combattent l'extrémisme, la haine et la polarisation d'une manière qui repose sur des partenariats de confiance avec les communautés.
- Améliorer la mise en œuvre concrète de programmes et de pratiques au niveau local visant à renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés face à toutes les formes de violence motivée par l'extrémisme et la haine.
- Mettre en relation les dirigeants locaux et les spécialistes de diverses disciplines, notamment les relations communautaires, les services sociaux et de santé, le logement, la culture, le développement économique, ainsi que les jeunes, les chefs religieux et autres dirigeants communautaires, et la société civile, afin de partager les enseignements tirés et de fournir une formation sur mesure par le biais d'échanges en face à face et en ligne.
- Faire entendre la voix des maires et des autres dirigeants locaux et veiller à ce que les besoins et les priorités des villes et des autres collectivités locales soient pris en compte dans les discussions nationales, régionales et internationales sur les moyens les plus efficaces de prévenir l'extrémisme violent, la haine et la polarisation.

L'Unité de gestion du SCN, qui comprend une équipe de direction centrale et des experts sur le terrain, travaille avec toutes les autorités infranationales – des mégapoles aux gouvernements municipaux, en passant par les villages ruraux et les communautés frontalières – et utilise le terme de « villes » pour désigner toutes les variantes de gouvernement local. Ce rapport a été rédigé par l'unité de gestion du SCN, plus précisément par Eric Rosand, directeur exécutif, Isel van Zyl, responsable du programme Afrique, Jon Jones, coordinateur de projet, et Charlotte Moeyens, gestionnaire principale pour les Réseaux et l'action civique.



<https://strongcitiesnetwork.org>



info@strongcitiesnetwork.org



[@Strong_Cities](https://twitter.com/Strong_Cities)



<https://www.linkedin.com/company/strong-cities-network/>



[@theStrongCitiesNetwork](https://www.facebook.com/theStrongCitiesNetwork)

REMERCIEMENTS

Le SCN est reconnaissant à l'Union européenne pour le soutien financier apporté à cette initiative. Ce soutien a permis à l'Unité de gestion du SCN d'organiser des tables rondes virtuelles, des enquêtes en ligne, des consultations individuelles et deux ateliers en présentiel avec des représentants des villes et autres autorités locales, des gouvernements nationaux et de la société civile en Afrique. En conséquence, l'Unité de gestion du SCN s'est engagée auprès de plus de 700 parties prenantes à travers le continent. Ce rapport n'aurait pas été possible sans leur volonté de partager les leçons apprises, les expériences, les bonnes pratiques et les défis liés à la P/CEV et aux thèmes connexes.

L'Unité de gestion du SCN a également bénéficié de la recherche entreprise par le Royal United Services Institute, au Kenya, avec le soutien du Mécanisme de l'Union européenne pour la surveillance, le Rapport et le soutien en matière de lutte contre le terrorisme (CT MORSE), qui a cartographié les points forts et les points faibles de la coopération nationale-locale (CNL) en matière de P/CEV en Afrique de l'Est et en Afrique australe et a étayé l'atelier du SCN à Nairobi, au Kenya, du 10 au 12 mai 2022, qui entrait dans le cadre de cette initiative d'inventaire. Nous sommes également reconnaissants pour la recherche sur la CNL liée aux P/CEV en Afrique de l'Ouest entreprise par Francis Ansong, avec le soutien du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, qui a alimenté l'atelier du SCN à Dakar, au Sénégal, du 31 mai au 1er juin 2022. Ce rapport a bénéficié des conclusions et des analyses de ces deux recherches, outre les deux ateliers régionaux.

Nous tenons également à remercier le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT) pour avoir coorganisé cet événement, et la Ville de Dakar pour son accueil chaleureux.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette publication a été financée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du SCN, de ses membres et de ses soutiens, y compris l'Union européenne.



SYNTHÈSE



« Si le nombre total de décès dus au terrorisme a diminué, la menace demeure [...] la menace pour l'Afrique, en particulier, est en fait en augmentation. L'année dernière, c'est en Afrique subsaharienne qu'ont eu lieu 48 % des décès attribués à des groupes terroristes dans le monde. Des groupes comme Al-Qaida, Daesh et leurs affiliés continuent de se développer au Sahel et de faire des incursions en Afrique centrale et australe. Ils exploitent les vides laissés par le pouvoir, les conflits interethniques non réglés, les faiblesses internes et les fragilités des États. »¹

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, lors de la huitième réunion du Pacte mondial de coordination de la lutte contre le terrorisme, à New York, le 8 juin 2022

Ces vingt dernières années, la compréhension par la communauté internationale de l'extrémisme violent, des menaces qui y sont liées et de la meilleure façon de les contrer et de les prévenir, a évolué à plusieurs égards. Il s'agit notamment de souligner la pertinence accrue des villes et autres autorités locales dans la prévention et la lutte contre ces menaces.

Premièrement, malgré l'émergence de réseaux terroristes de plus en plus globalisés et interconnectés, de nombreuses menaces sont ancrées au niveau local. Les groupes extrémistes violents et autres groupes armés exploitent de plus en plus les griefs politiques, sociaux et économiques locaux pour recruter et mobiliser d'autres personnes.² Deuxièmement, la reconnaissance du caractère local de la menace a conduit à une prise de conscience croissante de la nécessité pour les villes (et autres autorités locales) de s'impliquer dans ce qui était traditionnellement considéré comme relevant de la compétence exclusive des gouvernements nationaux et des acteurs de la sécurité nationale en particulier. Après tout, ce sont les villes et les autres autorités locales qui sont les plus touchées par les attentats terroristes et les actes d'extrémisme violent. Elles sont généralement les premières à réagir au lendemain d'un attentat, et ce sont aussi ces dernières qui sont chargées d'atténuer les conséquences économiques et sociales à long terme de l'extrémisme violent et d'autres formes de

violence motivée par la haine dans les communautés qu'elles servent. On n'insistera jamais assez sur le rôle des autorités locales dans la prévention : en raison de leur proximité avec les communautés, elles permettent d'instaurer la confiance, de favoriser des identités urbaines inclusives et de tirer parti d'autres formes de services publics – notamment en matière de logement et d'emploi – afin de répondre à la menace de l'extrémisme d'une manière durable, non stigmatisante et respectueuse du principe « ne pas nuire ».

Dans certains contextes africains, les dirigeants locaux et les autorités locales s'impliquent progressivement dans le discours sur le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que dans les initiatives de développement et de renforcement de la cohésion qui visent à assurer le bien-être et la coexistence pacifique de leurs communautés et en leur sein. Pourtant, bien que l'on reconnaisse de plus en plus l'importance des approches locales et sociétales pour faire face à ces menaces, les villes sont trop souvent ignorées et ne sont pas considérées comme des acteurs pertinents en la matière. Les autorités locales ont du mal à s'impliquer – et plus encore à prendre l'initiative – dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à empêcher l'extrémisme, la haine et la polarisation de s'enraciner dans leurs communautés et de dégénérer en violence.¹

Qu'il s'agisse d'un manque de compréhension de la menace (et de la manière dont les conditions locales peuvent la favoriser), d'un manque de mandat de la part de leur gouvernement national ou d'un manque de ressources, d'expertise et de capacités, les autorités locales en Afrique sont confrontées à de multiples obstacles à leur inclusion et à leur leadership en matière de prévention. Il subsiste, par exemple, un décalage entre l'élaboration des politiques aux niveaux régional et national et l'action locale ; les institutions multilatérales et les gouvernements nationaux négligent souvent les villes et autres autorités locales lorsqu'ils élaborent des politiques et des programmes de prévention, et les bailleurs et partenaires internationaux concernés concentrent largement leurs ressources sur les gouvernements nationaux et la société civile.

Le SCN utilise le terme « villes » pour désigner et englober toute autorité infranationale, y compris les mégapoles, les villes, les états, les comtés, les villes, les villages et les municipalités.

Le Strong Cities Network (SCN) travaille avec des villes et d'autres autorités locales, ainsi qu'avec des acteurs nationaux, régionaux et mondiaux, pour surmonter ces obstacles et soutenir les gouvernements locaux afin qu'ils réalisent leur plein potentiel en tant que leaders dans la prévention de l'extrémisme, de la haine et de la polarisation. Dans le cadre de cet engagement, le SCN est soutenu par l'Union européenne (UE) depuis février 2022 pour cartographier les besoins et les priorités des villes du continent africain en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CEV).

Cette initiative a été lancée non seulement en reconnaissance des défis susmentionnés, mais aussi parce que les villes d'Afrique sont parmi celles qui connaissent la croissance la plus rapide au monde,³ ce

¹ Le SCN utilise les termes « haine, polarisation et extrémisme » pour permettre une interprétation large des menaces hétérogènes auxquelles sont confrontées les villes et les communautés locales sur tout le continent. La liste complète des acronymes, termes et définitions utilisés dans ce rapport se trouve dans le glossaire.

qui peut submerger les services publics et exacerber la radicalisation vers la violence. Les villes peuvent également offrir une réponse que les gouvernements nationaux de la région, qui peuvent être lents à réagir ou même contribuer au problème, ne peuvent ou ne veulent pas apporter. En outre, comme on l'a vu en Afrique occidentale côtière, c'est dans les villes et villages frontaliers éloignés, parfois à des milliers de kilomètres de la capitale et hors de portée des services de sécurité, que les groupes militants se sont révélés de plus en plus efficaces pour recruter dans les communautés pastorales, en exploitant les préoccupations des agriculteurs et des éleveurs concernant la terre et le manque de confiance et/ou de relations avec les gouvernements centraux. On craint de plus en plus que les griefs dans ces villes frontalières « ne se transforment en sympathies pour les récits extrémistes violents ».⁴

Pour atténuer ces menaces, il est donc essentiel d'accroître la participation, le leadership et l'impact des villes africaines et d'autres autorités locales dans le domaine de la P/CEV et des efforts connexes. Ce rapport propose plusieurs recommandations pratiques et orientées vers l'action pour y parvenir.

Les maires et autres dirigeants locaux ne sont pas entièrement libérés des contraintes bureaucratiques et politiques qui peuvent gêner les décideurs politiques au niveau national, que ce soit sur les questions de corruption, de changement climatique, de COVID-19 ou de violence. Cependant, ils n'ont souvent pas d'autre choix que de contourner les obstacles afin d'agir pour leurs communautés. Les villes d'Afrique servent de plus en plus de laboratoires pour le développement d'initiatives innovantes, conçues et mises en œuvre en collaboration avec les communautés locales pour relever les défis mondiaux. Dans certains cas, ce travail se déroule en l'absence ou en dépit de l'implication du gouvernement central. Avec le mandat, les capacités, les ressources et l'expertise nécessaires, les autorités locales du continent peuvent apporter une contribution inestimable à la protection de leurs citoyens contre les menaces posées par l'extrémisme violent, la haine et la polarisation.

Compte tenu de la nature et de la durée du projet, ce rapport n'a pas l'intention de fournir un compte-rendu exhaustif des besoins et des priorités en matière de P/CEV et des besoins connexes des milliers de villes et autres autorités locales à travers le continent africain. Il s'agit plutôt d'une première étape importante visant à comprendre comment ces acteurs locaux, souvent ignorés, perçoivent les menaces extrémistes violentes, le rôle qu'ils jouent pour les empêcher de s'enraciner dans leurs communautés et y répondre lorsqu'elles le font, et comment ils peuvent être soutenus pour réaliser leur potentiel en tant que leaders dans les efforts de P/CEV de toute la société.ⁱⁱ

ⁱⁱ See [Annex B: Methodology](#) for an overview of the project's approach.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

- 1. Un paysage de la menace extrémiste violente de plus en plus complexe et localisé :** Le paysage de la menace extrémiste en Afrique présente de multiples facettes et des dimensions locales complexes. Il est alimenté, entre autres, par des tensions et des conflits d'ordre politique, religieux et ethnique, ainsi que par la marginalisation, l'absence ou la faiblesse de la gouvernance et le manque de confiance dans les institutions gouvernementales, notamment en raison des niveaux élevés de corruption et d'une police autoritaire.
- 2. Les autorités locales sont bien placées pour reconnaître, comprendre et répondre aux contextes hyperlocaux que les extrémistes exploitent :** Les groupes extrémistes tirent parti de toute une série de préoccupations locales pour recruter, par exemple en profitant des griefs économiques des jeunes pour les inciter financièrement à les rejoindre. Plus généralement, ils utilisent les injustices locales comme points d'entrée dans de nouvelles communautés, exploitant les besoins et les tensions inter et intra-communautaires pour recruter de nouveaux membres ou gagner du soutien. Cela souligne le rôle important que les gouvernements locaux peuvent jouer en reconnaissant et en comprenant les contextes hyperlocaux que les extrémistes exploitent. Ils sont bien placés pour répondre à l'extrémisme violent, étant donné leur caractère immédiat et leur interface directe avec les populations locales.
- 3. Les réponses locales les plus efficaces à l'extrémisme violent sont celles qui s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus larges en matière de sécurité communautaire :** Il existe des liens croissants entre l'extrémisme et d'autres formes de violence communautaire et de désordre social, notamment la violence intercommunale, la violence entre agriculteurs et éleveurs, la violence des gangs et la violence sexiste. Les bandes armées et les groupes extrémistes tirent profit de l'instabilité et du sentiment d'insécurité qui résultent de ces conflits, ce qui leur permet de recruter et de mobiliser d'autres personnes. La criminalité organisée peut également servir de point d'entrée aux mouvements extrémistes. Les réponses les plus efficaces à l'extrémisme violent sont donc susceptibles d'être celles qui s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour faire face aux menaces plus larges pesant sur la sécurité des communautés.
- 4. Les villes et villages frontaliers isolés sont particulièrement vulnérables, mais souvent ignorés :** Les villes et les communautés situées dans les zones frontalières sont confrontées à des défis particuliers en raison de la nature poreuse des frontières et de la circulation non réglementée des personnes et des armes dans certaines parties du continent. Les gouvernements centraux africains négligent généralement l'importance de soutenir – logistiquement et financièrement – les communautés frontalières et les villages ruraux isolés. Il en résulte une prestation insuffisante de services publics et un vide que les groupes extrémistes et armés exploitent pour se présenter comme de meilleures alternatives aux structures gouvernementales (locales) officielles. Cette

situation est particulièrement préoccupante en Afrique occidentale côtière et au Sahel, où les conflits armés et intercommunautaires se concentrent dans les villes frontalières.

- 5. Les autorités locales veulent tirer parti de leurs avantages comparatifs en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent :** Les autorités locales veulent s'impliquer de manière significative dans la P/CEV et la prévention de manière plus générale, et être habilitées à développer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes de prévention. Elles estiment qu'elles ont un rôle clé à jouer pour relever ces défis. Il s'agit notamment d'instaurer la confiance entre les communautés locales et les acteurs de la sécurité, de faire participer les jeunes, de réunir les acteurs locaux, de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de prévention qui répondent aux besoins et aux priorités locales, et de cartographier/inventorier et analyser les contextes locaux. Les cadres et les programmes de prévention locaux, nationaux et régionaux peuvent ensuite s'en inspirer.
- 6. Les efforts de P/CEV en Afrique restent excessivement centralisés et sécurisés :** Malgré ce qui précède, les efforts en matière de P/CEV sur le continent restent généralement trop centralisés et sécurisés. Les villes, y compris les villes frontalières et les autorités rurales, sont généralement ignorées dans les politiques et programmes de prévention et manquent souvent d'expertise, de ressources et/ou du mandat nécessaire pour s'engager dans cet espace.
- 7. Les cadres nationaux de P/CEV tiennent rarement compte des points de vue des villes et des autorités locales :** Lorsqu'il existe des cadres nationaux ou régionaux de P/CEV ou des cadres connexes, ils ont généralement été élaborés sans consultation des autorités locales et des acteurs non gouvernementaux et ne parviennent pas à délimiter un rôle ou à fournir un mandat aux gouvernements locaux. En conséquence, ces plans sont souvent fondés sur des hypothèses plutôt que sur une compréhension éclairée des réalités locales. En outre, les autorités locales sont rarement impliquées dans la mise en œuvre de ces plans, de sorte qu'il reste des défis importants à relever pour les traduire en actions au niveau local.
- 8. L'absence ou la limitation de la coopération nationale-locale (CNL) empêche une plus grande implication des villes dans la P/CEV :** L'absence ou la limitation de la CNL est un obstacle important à l'implication des autorités locales dans la P/CEV et dans la prévention de la violence en général. Les lacunes de la CNL dans une grande partie de l'Afrique incluent un manque de compréhension partagée entre les autorités nationales et locales sur : a) la nature de la menace et la manière de la prévenir et de la contrer le plus efficacement possible ; et b) les rôles et les responsabilités pour s'attaquer aux moteurs de la violence. L'absence de mécanismes visant à instaurer la confiance et à faciliter la coopération et le partage d'informations (par exemple sur les mouvements des groupes extrémistes et armés) entre les différents niveaux de gouvernement nuit à l'efficacité des CNL. Ces défis peuvent être exacerbés par une distribution des ressources motivée par des

considérations politiques ou ethniques, une marginalisation historique, la corruption et la collusion (réelle ou perçue) avec des groupes d'autodéfense locaux ou d'autres acteurs armés qui peuvent affecter les interactions entre les autorités nationales et locales.

9. Les gouvernements locaux ont besoin de formation et d'autres aides au renforcement des capacités pour exploiter leur potentiel en matière de P/CEV :

Pour réaliser leur potentiel dans le domaine de la P/CEV et de la prévention au sens large, les gouvernements locaux ont besoin de formation et d'autres formes de renforcement des capacités dans toute une série de disciplines, de comprendre comment exploiter les ressources et les infrastructures existantes, de disposer de ressources locales supplémentaires et de multiplier les occasions de partager avec d'autres autorités locales et d'apprendre d'elles, que ce soit au niveau national, régional ou mondial. Le SCN a été identifié comme une plateforme appropriée pour faciliter une plus grande implication des autorités locales dans la prévention, notamment en réunissant les autorités locales sur une base nationale et/ou régionale, dans le but de renforcer la coopération locale-locale et la CNL.

10. De nombreux acteurs multilatéraux de la P/CEV engagés en Afrique mais une coordination et une cohérence limitées :

Il existe un large éventail d'institutions multilatérales engagées dans le domaine de la P/CEV ou dans des domaines connexes au niveau continental ou régional (notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOTC), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), le Forum mondial contre le terrorisme (GCTF), l'Union africaine (UA), l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)). Cependant, ces institutions impliquent rarement les autorités locales. En outre, leur coordination est limitée, ce qui entraîne une duplication des efforts et, dans certains cas, une confusion quant aux rôles et responsabilités des autorités locales dans la lutte contre les menaces d'extrémisme violent.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

Voir [page 58](#) pour l'ensemble des recommandations

1. De meilleures réponses : Intégration, inclusion et apprentissage

- a. Promouvoir des réponses locales intégrées – en tirant parti, dans la mesure du possible, des ressources locales existantes – à une menace localisée interconnectée.
- b. Privilégier les cadres de prévention inclusifs et consultatifs
- c. Créer davantage de possibilités de partage et d'apprentissage entre les autorités locales du continent

2. Construire localement : Identité, capacité et confiance

- a. Promouvoir et communiquer une identité locale inclusive
- b. S'assurer que les gouvernements locaux disposent du mandat, des capacités, de l'expertise et des ressources nécessaires pour exploiter pleinement leur potentiel en matière de prévention
- c. Renforcer la confiance entre les collectivités locales et les communautés qu'elles servent

3. Une meilleure coopération : À tous les niveaux

- a. Impliquer les gouvernements nationaux de manière proactive
- b. S'attaquer aux défis structurels et aux autres obstacles qui entravent la coopération nationale-locale
- c. Remédier au décalage entre l'élaboration et la programmation multilatérales des politiques et des programmes de P/CEV et leur application au niveau local

TABLE DES MATIÈRES

À propos de ce rapport	2
Synthèse	5
Conclusions principales	8
Résumé des recommandations	11
Glossaire	14
Introduction	16
Chapitre 1 : Le paysage de la menace – Perspectives locales sur les principaux défis	19
Intersection entre l'extrémisme violent et d'autres formes de violence et de criminalité	20
Communautés frontalières et rurales marginalisées et sous-dotées	21
Exclusion sociale, économique ou politique fondée sur l'ethnie, la tribu et/ou la religion	22
Faible gouvernance	23
Urbanisation rapide et croissance démographique	23
Pleins feux sur la ville : Municipalité de Nebbi, en Ouganda	25
Chapitre 2 : Le paysage actuel de la P/CEV en Afrique	26
Contexte	26
À l'échelle continentale	27
À l'échelle régionale	28
À l'échelle nationale	30
Société civile	34
Villes et autres autorités locales	36
La P/CEV en Afrique : Exceptionnalisme ou intégration ?	41
Pleins feux sur la ville : Le Cap, en Afrique du Sud	43
Chapitre 3 : Les autorités locales africaines et la P/CEV	44
Défis	44
Besoins	48

Pleins feux sur la ville : Mansakonko, en Gambie	52
Boîte à outils : Les autorités locales et la P/CEV	53
Chapitre 4 : Qu'est-ce qui fait une ville forte ?	55
Centres régionaux du SCN	57
Conclusion	58
Recommandations	58
Pleins feux sur la ville : Monrovia, au Liberia	63
Annexes	64
Annexe A : Exemples de réseaux de villes en Afrique	64
Annexe B : Méthodologie	65
Notes de fin	67
Ressources	72

GLOSSAIRE

ACRONYMES

CAE - Communauté d'Afrique de l'Est

CAERT - Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme

CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CELLRAD - Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

CER - Communautés économiques régionales

CIDP - Plans de développement intégrés des comtés

CNL - Coopération Nationale-Locale

FMS - États membres fédéraux (Somalie)

G5S - Le G5 Sahel

GCERF - Fonds pour l'engagement et la résilience de la communauté mondiale

GCTF - Forum mondial de lutte contre le terrorisme

IGAD - L'Autorité intergouvernementale pour le Développement

ISIS/Daech - État islamique en Irak et en Syrie

JNIM - Jamaat Nusrat Al-Islam wal Muslimeen (Jamaat Nusrat Al-Islam wal Muslimeen)

NCCRM - Centres nationaux de coordination du mécanisme de réponse (National Centres for the Coordination of the Response Mechanism)

OIM - Organisation internationale pour les migrations

ONUDC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

OSC - Organisations de la société civile

P/CEV - Prévention et lutte contre l'extrémisme violent

PAC - Plan d'action communautaire

PAN - Plan d'action national

PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement

UA - Union africaine

UE - Union européenne

UN-Habitat - Programme des Nations Unies pour les établissements humains

UNOCT - Office des Nations contre le terrorisme

TERMES CLÉS ET DÉFINITIONS

Approche « Do no harm » [Ne pas nuire] – Cadre conçu pour garantir que les personnes, les communautés et les autres bénéficiaires ne sont pas exposés à des risques supplémentaires à la suite d'interventions sociales. Cela nécessite de bien comprendre le contexte, les relations et les dynamiques locales au sens large. Il s'agit d'atténuer ou d'éviter les conséquences négatives et involontaires pour les bénéficiaires potentiels et les exécutants des interventions de P/CEV qui peuvent résulter de ces interventions et de chercher à influencer ces dynamiques de manière positive.⁵

Extrémisme – Les croyances et les actions des personnes qui soutiennent ou utilisent la violence motivée par une idéologie au service d'objectifs sociaux, économiques, religieux ou politiques.⁶

P/CEV – Prévenir et contrer l'extrémisme violent. Le présent rapport utilise indifféremment les termes et acronymes P/CEV, Lutte contre l'extrémisme violent (CEV) et Prévention de l'extrémisme violent (PEV). **DÉFINITION:** Un large éventail d'activités non coercitives et préventives qui sont unies par l'objectif de contrecarrer les moteurs de l'extrémisme violent spécifiques aux endroits où ces initiatives ont lieu. La P/CEV comprend des activités qui ciblent des individus spécifiquement identifiés comme « à risque » d'être entraînés dans la violence, dans la mesure où cela est possible dans chaque lieu.⁷

Unité de gestion du SCN – L'Unité de gestion du SCN fait office de Secrétariat du SCN et constitue le point central de la coordination de la stratégie d'engagement et de communication du SCN à l'échelle mondiale.

Approche pansociétale – Approche de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent qui prévoit un rôle pour de multiples secteurs et acteurs de la société civile dans les politiques et programmes de prévention, d'intervention, de désengagement, de déradicalisation, de réhabilitation et de réintégration.⁸



INTRODUCTION

Il y a plus de 20 ans, les attentats du 11 septembre 2001 ont catalysé le développement d'un écosystème mondial de cadres, d'institutions, de programmes et de réseaux nationaux de lutte contre le terrorisme. Malgré ces investissements, la menace terroriste en Afrique ne cesse de croître.⁹ These threats are evermore aligned with, or emerging from, one form of local conflict or another. Terrorist recruiters, often linked to al-Qaeda, ISIS and their affiliates, exploit local grievances that stem from weak governance, political and socio-economic marginalisation, porous borders, corruption, and heavy-handed policing, among others. The UN Security Council recently reported that parts of Africa have become central fundraising hubs for ISIS affiliates and fighters. For example, according to the UN, funds generated by Kenyan and Ugandan ISIS supporters in South Africa are being laundered for the benefit of the ISIS-affiliated Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo.¹⁰

Lors de la réunion de juin 2022 du Pacte mondial de coordination de la lutte contre le terrorisme, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est dit préoccupé par la façon dont ces groupes font des incursions sur le continent et exploitent les déficits de gouvernance pour radicaliser les populations locales.¹¹ Les menaces terroristes à travers l'Afrique se sont rapidement développées et diversifiées ces dernières années, malgré les investissements accrus réalisés par un certain nombre de pays dans le domaine militaire, du renseignement et de la sécurité. Les Nations Unies elles-mêmes ont souligné que cette approche sécuritaire avait exacerbé les conditions que les groupes militants exploitent pour attiser la violence.¹² Si l'on espère inverser, sans parler d'endiguer, la marée montante de l'extrémisme, il est de plus en plus accepté qu'il faut accorder plus d'attention à ces conditions. Il existe également un besoin plus large de s'éloigner du paradigme centré sur la sécurité qui a défini une grande partie de la réponse du continent aux menaces terroristes au cours des vingt dernières années. En effet, malgré une décennie d'assistance militaire de la part de la communauté internationale, les groupes extrémistes violents continuent de progresser en Afrique de l'Ouest et au Sahel.¹³

Les pays du continent, notamment à la suite de l'élaboration du plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent en 2015, reconnaissent progressivement les limites d'une approche trop centralisée et sécuritaire pour faire face à une menace qui s'est localisée plus que jamais. En conséquence, le Programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme, qui

met l'accent sur une approche pansociétale reconnaissant l'importance des acteurs locaux et non sécuritaires et la nécessité de s'attaquer aux moteurs et pas seulement aux manifestations de la violence extrémiste, a commencé à gagner du terrain, bien que progressivement.

Les Nations Unies, l'Union africaine et les communautés économiques régionales (CER) continuent d'encourager et de soutenir les efforts déployés par les États africains pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer des stratégies, des plans d'action et des programmes de P/CEV, généralement menés par des organisations de la société civile (OSC) liées au cadre national pertinent. Les bailleurs internationaux, notamment par le biais du Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience (GCERF), ont investi dans le renforcement des capacités de P/CEV des OSC communautaires à travers le continent. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer leur impact global sur les niveaux de menace, cela a conduit à une augmentation du nombre de plans nationaux et du nombre d'OSC locales, y compris celles axées sur les jeunes et dirigées par des femmes, engagées dans le travail local de P/CEV.

Une partie prenante essentielle mais souvent ignorée est le gouvernement local, que ce soit dans les capitales, les villages ruraux ou les communautés frontalières. Cette omission entraîne des conséquences pratiques : les dirigeants et les autorités locales sont particulièrement bien placés pour faciliter l'application locale des cadres nationaux, notamment en veillant à ce que ces cadres reflètent les préoccupations locales. Avec le soutien adéquat, ils peuvent répondre aux besoins de leurs citoyens de manière à renforcer la confiance communautaire et la cohésion sociale tout en assurant la sécurité et en protégeant les valeurs démocratiques. Ce sont là des réponses que leurs homologues nationaux ne peuvent ou ne veulent souvent pas apporter.¹⁴ Pourtant, à quelques exceptions près, les villes et autres autorités locales d'Afrique ne comprennent pas pleinement le caractère unique des contributions qu'elles peuvent apporter à la P/CEV, ni le mandat ou les ressources nécessaires pour en tirer parti. Trop souvent, les gouvernements centraux ne considèrent pas les gouvernements locaux comme des acteurs pertinents dans la planification et la programmation nationale de la P/CEV. Il s'agit là d'une occasion manquée cruciale d'intégrer les connaissances et les parties prenantes locales dans ces cadres.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une panacée, le renforcement de la participation des autorités locales à la P/CEV en Afrique, notamment en surmontant les obstacles à cette participation, est susceptible de contribuer à une approche plus efficace et durable de la réduction des menaces terroristes. Ceci est particulièrement vrai compte tenu de la nature très localisée de la menace, de l'importance des griefs locaux et de la nécessité de plus en plus reconnue de s'éloigner du paradigme centralisé et sur-sécuritaire des deux dernières décennies.¹⁵

Le présent rapport s'appuie sur des consultations menées auprès de diverses parties prenantes locales, nationales et multilatérales dans toute l'Afrique. Il met en évidence : a) les avantages comparatifs des autorités locales en matière de prévention de l'extrémisme violent et des menaces connexes ; b) les obstacles à la pleine exploitation de ces avantages ; c) certaines des façons dont elles contribuent à atténuer la menace ; d) les besoins des autorités locales en Afrique en matière de prévention de l'extrémisme violent et des menaces connexes ; et e) les mesures que les parties prenantes nationales, régionales et internationales peuvent prendre pour renforcer les efforts de prévention de l'extrémisme violent et des menaces connexes menés par les villes.

Afrique du Nord et de l'Ouest



Afrique de l'Est et Afrique Australe





LE PAYSAGE DE LA MENACE

Perspectives locales sur les principaux défis

1

Le paysage de la menace extrémiste et connexe en Afrique reste volatile, avec des formes variées de conflits qui polarisent les communautés et alimentent la violence sur le continent. Selon l'Indice mondial du terrorisme 2022, 48 % (soit 3 461) des décès dans le monde attribués à l'extrémisme et aux menaces connexes en 2021 ont eu lieu en Afrique subsaharienne.¹⁶ Des pays comme le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, le Mali et le Niger ont tous connu une augmentation des décès aux mains de ces acteurs. Globalement, les attaques violentes et les décès résultant d'attaques de groupes extrémistes violents au Sahel ont augmenté de 1000 % entre 2007 et 2021.¹⁷

Cette escalade de la violence ne montre aucun signe d'apaisement, car le mélange de groupes armés locaux avec des affiliés transnationaux d'al-Qaïda ou de Daech est en augmentation, comme on le voit en Somalie, dans la région du Sahel et au Mozambique.¹⁸ En Somalie, alors que l'activité d'al-Shabaab a diminué au cours des dernières années et que la sécurité s'est améliorée dans la capitale, Mogadiscio, le groupe continue de recruter et de radicaliser dans d'autres districts et zones rurales du pays. L'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) est considéré comme le groupe le plus dangereux et le plus actif en Afrique de l'Ouest, avec environ 5 000 combattants répartis entre le Niger, le Nigeria et le Cameroun voisin.¹⁹ Le Jamaat Nusrat Al-Islam wal Muslimeen (JNIM) a augmenté son activité de 69 % en Afrique de l'Ouest, faisant plus de 351 victimes rien qu'en 2021.²⁰ La menace s'est également étendue récemment à l'Afrique de l'Ouest côtière, où des groupes militants opérant depuis le Burkina Faso ciblent désormais la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo au sud, la région frontalière du Bénin ayant été le théâtre de neuf attaques depuis décembre 2021.²¹

Comme dans d'autres régions du monde, les menaces auxquelles sont confrontées les communautés africaines sont plus complexes et intégrées que jamais. La radicalisation et le militantisme favorisent la polarisation et la division, tandis que la désinformation et le complotisme se généralisent, notamment en période électorale. L'extrémisme menace les valeurs et les institutions démocratiques, offrant aux

acteurs étrangers la possibilité d'exploiter davantage cette dynamique. L'imbrication de ces menaces pour la sécurité et le tissu social n'a fait que s'exacerber pendant la pandémie de COVID-19. Entre 2020 et 2021, on a constaté une augmentation de 70 % des événements violents liés aux groupes islamistes militants au Sahel.²² Les processus démocratiques dans la région sont menacés. Sept coups d'État ont eu lieu entre 2020 et 2022, notamment au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Soudan et au Tchad. Ils ont été motivés en partie par des instabilités créées par une gouvernance déjà médiocre et des conflits que des groupes extrémistes violents ont exploités.²³ Pourtant, les coups d'État n'ont pas entraîné une réduction de la violence. Par exemple, au Burkina Faso, il y a eu une augmentation des décès de civils dus aux attaques d'extrémistes ainsi qu'à l'activité des militaires et des milices résultant de l'instabilité politique.²⁴

INTERSECTION ENTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET D'AUTRES FORMES DE VIOLENCE ET DE CRIMINALITÉ

De nombreuses parties prenantes consultées dans le cadre de cette initiative de cartographie ont souligné que le paysage de la menace extrémiste et terroriste dans leurs communautés est aggravé par les défis posés par d'autres formes de désordre social, dont certaines représentent une menace plus pressante que l'extrémisme violent. Des représentants de différentes régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ont souligné que l'insécurité était exacerbée par l'augmentation de la toxicomanie chez les jeunes, le commerce illicite de stupéfiants, le vol de bétail, la violence sexiste et les manifestations violentes. Ils ont indiqué que les extrémistes violents profitent de cet environnement pour recruter des jeunes privés de leurs droits et marginalisés. Dans certains contextes, les gangs servent de passerelle vers les groupes extrémistes violents, car les recruteurs extrémistes exploitent le paysage local des gangs pour augmenter le nombre de membres et les messages.²⁵

En Afrique du Nord et de l'Ouest, le paysage de la menace extrémiste est compliqué par les liens avec des activités illicites telles que le banditisme et les enlèvements contre rançon, notamment dans certaines régions du Nigeria.²⁶ L'insécurité et l'instabilité politique et économique, causées en partie par des activités telles que le trafic de drogue et d'êtres humains, sont exploitées par des groupes armés pour recruter et radicaliser (principalement) des jeunes aliénés ou marginalisés, qui ont le sentiment d'être abandonnés par les structures officielles de « leadership » et de gouvernance. Comme en Afrique orientale et australe, les groupes criminels servent de points d'entrée aux mouvements extrémistes.²⁷ Cette constatation est conforme aux résultats de recherches bien documentées sur le lien entre la criminalité et le terrorisme, notamment au Mali et au Niger en Afrique de l'Ouest et au Kenya en Afrique de l'Est.²⁸

En fin de compte, la menace est localisée, non seulement parce que les groupes extrémistes capitalisent sur des griefs spécifiques au contexte pour accroître leur influence, mais aussi en raison de l'interconnexion avec d'autres formes locales de désordre social et de criminalité, qui se sont révélées fondamentales pour l'expansion des mouvements extrémistes. Malgré cela, les gouvernements centraux fonctionnent souvent sans consultation ni collaboration avec les autorités locales. Pourtant,

ce sont ces dernières qui comprennent sans doute mieux et de manière plus directe ces contextes locaux que leurs homologues des gouvernements nationaux. Correctement mandatées et dotées des moyens nécessaires, les autorités locales seraient particulièrement bien placées pour prendre des mesures préventives afin d'étouffer le recrutement et la radicalisation au niveau local et ainsi réduire la probabilité que des individus de leurs communautés soient attirés par des groupes extrémistes violents régionaux tels qu'al-Shabaab et Boko Haram.²⁹

COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES ET RURALES MARGINALISÉES ET SOUS-DOTÉES

Les parties prenantes locales de toute l'Afrique ont également souligné que les frontières généralement poreuses du continent, le trafic transfrontalier non réglementé et la facilité avec laquelle les extrémistes et autres groupes armés peuvent se déplacer entre les pays sont des facteurs qui alimentent la violence extrémiste. C'est particulièrement le cas en Afrique de l'Ouest et au Sahel, où les autorités locales le long des frontières manquent souvent de ressources et sont mal équipées pour prévenir et/ou répondre aux menaces. Elles n'ont qu'une capacité limitée à protéger leurs citoyens, par exemple en mettant en place des mécanismes d'alerte précoce, en identifiant les membres de la communauté les plus susceptibles d'être recrutés par des groupes violents, en protégeant les civils, les autres cibles vulnérables et les infrastructures, et en sécurisant leurs frontières.

Ces lacunes contribuent à permettre aux groupes extrémistes et autres groupes criminels et armés de se déplacer d'une ville frontalière à l'autre en toute impunité ou presque.³⁰ Cette vulnérabilité est mise en évidence par les récentes attaques dans le nord du Togo, près de la frontière avec le nord-est du Ghana. Ces attaques ont mis les responsables de la sécurité ghanéens en état d'alerte et les autorités locales se sont révélées très mal équipées pour aider à gérer la menace.³¹

L'insécurité et les conflits dans et autour des villes frontalières ont également déplacé les populations locales, qui se rendent dans les centres urbains ou traversent les frontières pour rejoindre d'autres communautés rurales en quête de sécurité et de stabilité. Dans certains contextes, cette migration a engendré d'autres conflits, les communautés d'accueil percevant les nouveaux arrivants comme une menace pour leur accès à la terre et à d'autres ressources et, partant, pour leurs moyens de subsistance (l'agriculture étant la principale source de revenus et de subsistance dans les zones rurales du continent). Cela crée une situation de « nous contre eux » que les extrémistes exploitent pour recruter et faire avancer leur cause.³²

Les réponses aux conflits frontaliers sont largement axées sur la sécurité (par exemple, en armant les autorités frontalières du gouvernement national, en établissant des bases militaires et en créant des groupes d'autodéfense et des groupes armés communautaires).³³ Peu de tentatives ont été faites pour s'attaquer aux moteurs de cette violence ou pour s'assurer que les autorités locales concernées disposent des ressources et des capacités nécessaires pour répondre aux besoins de leurs communautés.³⁴

En outre, face à la montée de l'insécurité et de la violence et aux gouvernements centraux souvent incapables ou peu désireux de fournir la sécurité et les services nécessaires, les populations frontalières prennent en main le maintien et la protection de leurs communautés et de leurs moyens de subsistance. Cela inclut la formation de milices civiles qui opèrent en dehors de la loi.³⁵ Même si les intentions sont bonnes, cela ne fait qu'aggraver une situation déjà instable en augmentant la prolifération locale d'armes légères et d'autres armes et en encourageant la violence des « justiciers ».

EXCLUSION SOCIALE, ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE FONDÉE SUR L'ETHNIE, LA TRIBU ET/OU LA RELIGION

Sur le continent, l'extrémisme se concentre souvent dans les zones de « pauvreté multidimensionnelle » et l'exclusion socio-économique et politique est un facteur essentiel du recrutement d'extrémistes violents.³⁶ Les parties prenantes des autorités locales consultées dans le cadre de cette initiative de cartographie ont souligné que l'un des principaux facteurs de l'insécurité dans leurs communautés est la marginalisation socioéconomique et l'exclusion politique sur la base de l'appartenance ethnique (il existe plus de 3 000 groupes ethniques différents en Afrique) et de la religion.³⁷ Les minorités politiques ou les groupes ethniques qui ne sont pas représentés dans l'environnement politique du pays peuvent être confrontés à la discrimination et à l'exclusion et être exposés et ciblés par les mécanismes de sécurité de l'État.³⁸ La marginalisation ethnique et religieuse a entraîné le ciblage systématique de certains groupes lors des interventions de sécurité, y compris les opérations de lutte contre le terrorisme.³⁹ L'exclusion socio-économique et politique peut ainsi perpétuer le discours du « nous contre eux » que les groupes extrémistes violents exploitent à des fins de recrutement et de radicalisation.⁴⁰

La marginalisation économique – le manque d'accès à l'éducation et aux opportunités d'emploi, et en fin de compte la pauvreté – a souvent été mentionnée par les parties prenantes comme un facteur majeur d'insécurité. Les groupes criminels et extrémistes exploitent les environnements où ces conditions existent. Les incitations financières qu'ils offrent aux jeunes pour qu'ils les rejoignent sont souvent perçues comme le seul moyen (ou le moyen le plus rapide) de gagner de l'argent pour subvenir à leurs besoins et/ou à ceux de leur famille.⁴¹ Par exemple, à Dakar, des groupes extrémistes auraient fourni des « motos-taxis » à des jeunes pour leur permettre de faire la navette entre la ville et la campagne, augmentant ainsi leurs chances sur le marché du travail. Cependant, cela a également fourni à ces groupes un point d'entrée pour impliquer (et potentiellement recruter) des jeunes, qui pourraient se montrer plus réceptifs à leur argumentaire après avoir déjà bénéficié de la fourniture de ces motos.⁴² En fait, il y aurait eu des incidents dans lesquels ces motos ont été utilisées par des groupes extrémistes « pour se rendre sur une cible et y perpétrer des attaques ».⁴³

Les parties prenantes de Mogadiscio et de Khartoum ont décrit comment les groupes extrémistes et criminels utilisent les insécurités socioéconomiques, telles que la pauvreté et les taux de chômage élevés, de manière plus générale pour recruter et radicaliser des individus.⁴⁴ Des individus ont déclaré avoir rejoint Boko Haram afin de gagner leur vie et d'avoir un emploi, et ainsi avoir un sentiment d'utilité

et d'identité.⁴⁵ Des acteurs locaux du Nigeria, du Cameroun et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ont fait remarquer que la nature du recrutement extrémiste a évolué, passant de l'exploitation des idéologies religieuses à la survie économique, les groupes extrémistes étant perçus comme offrant des solutions aux défis socioéconomiques auxquels sont confrontées les communautés marginalisées.⁴⁶ Cette évolution se poursuivra probablement, car les moyens de subsistance des populations du continent subissent les effets négatifs du changement climatique et de la flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie, exacerbés par la pandémie et la récente invasion russe en Ukraine.⁴⁷

FAIBLE GOUVERNANCE

La mauvaise gouvernance, l'absence de sécurité centrée sur l'humain et la désaffection pour les gouvernements sont des domaines fondamentaux que les acteurs extrémistes exploitent pour recruter et renforcer leurs argumentaires.⁴⁸ Les extrémistes violents et les groupes criminels tirent également parti des lacunes de la gouvernance et de l'insuffisance des services publics pour recruter et mobiliser d'autres personnes, en se présentant comme une meilleure alternative aux institutions locales officielles. Par exemple, à Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria, Ansaru a récemment distribué de la nourriture aux membres de la communauté et leur a promis de les protéger contre les bandits de la région.⁴⁹ De même, selon une partie prenante d'une autorité locale d'Afrique de l'Est, des groupes comme al-Shabaab proposent de répondre aux besoins de services publics de base en l'absence d'une offre suffisante de la part du gouvernement local et national.⁵⁰ Ceci, à son tour, renforce la réputation dont bénéficient les groupes extrémistes, et peut avoir pour conséquence une meilleure disposition des populations locales à l'égard de leur idéologie, avec des communautés plus disposées qu'avant à s'associer avec eux de manière plus générale. Cela réduit également la confiance dans les structures officielles de gouvernance, favorisant les groupes de communautés locales qui se sentent déconnectées et se méfient de leur gouvernement dans un contexte où la corruption rampante et les niveaux de confiance faibles sapent la croissance économique, la bonne gouvernance, la transparence et l'instauration de la confiance avec les populations. Selon des sondages récents, par exemple, plus de 130 millions de citoyens africains estiment que la corruption s'aggrave dans leur pays et que les dirigeants de leur État n'ont pas la volonté politique d'y remédier.⁵¹ En résumé, la fourniture de ressources par des groupes extrémistes ou armés ne fait qu'exacerber les problèmes de confiance causés par la corruption et sert à « normaliser » ou banaliser les groupes extrémistes en tant que simples prestataires de services publics, plutôt que mouvements illicites perturbateurs et dangereux.

URBANISATION RAPIDE ET CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Tout au long de cette initiative de cartographie, les parties prenantes des autorités locales ont constaté que le paysage des menaces, de plus en plus hybride, se déploie dans un contexte d'urbanisation rapide. Le manque d'espace et d'accès aux ressources naturelles, les taux de chômage élevés et la violence sociale (souvent concentrée dans les zones rurales) poussent de nombreuses personnes à se déplacer vers les centres urbains en quête de sécurité, d'accès aux services et de meilleures opportunités de subsistance.⁵² Cette exode rural massif vers les zones urbaines accroît la pression sur les autorités locales, qui doivent accueillir et fournir des services publics à un nombre sans cesse croissant de

résidents et de communautés de réfugiés. De plus, les experts estiment que la population générale de l'Afrique (et pas seulement urbaine) doublera d'ici 2050 pour atteindre 2,5 milliards d'habitants.⁵³ Les incidents violents continus et les effets du changement climatique créent un afflux de réfugiés, ce qui entraîne une concurrence pour les ressources locales. Cela crée à son tour des tensions entre les communautés « hôtes » et les communautés de réfugiés.⁵⁴

Si les autorités locales ne sont pas en mesure de faire face à cette urbanisation rapide et à la croissance générale de la population, les vulnérabilités sociales que les extrémistes et autres acteurs mal intentionnés exploitent déjà ne pourront qu'être exacerbées. Les principales conditions sont l'incapacité des gouvernements locaux à répondre aux besoins et aux demandes de services publics de populations plus nombreuses, un marché du travail de plus en plus compétitif contribuant à un taux de chômage et de pauvreté élevé, et la marginalisation sociale et économique. Dans de nombreux États africains, la violence et les hostilités croissantes sont en corrélation directe avec des environnements urbains sous-développés, des groupes croissants de réfugiés vivant en marge des localités et la marginalisation.⁵⁵

PLEINS FEUX SUR LA VILLE : MUNICIPALITÉ DE NEBBI, EN OUGANDA



Menace : Nebbi est située à la frontière avec la République démocratique du Congo. Le taux de chômage élevé, l'absence de prestation de services et le manque de confiance dans les autorités gouvernementales nationales et locales sont les principaux facteurs qui poussent les jeunes à traverser la frontière pour rejoindre des groupes armés offrant des incitations financières. Bien qu'il existe des projets de participation civique visant à inclure les jeunes (qui représentent 60 % de la population de la municipalité), les représentants locaux ont déclaré que ces activités n'étaient pas durables et que les jeunes se sentaient découragés et avaient du ressentiment envers les autorités gouvernementales car leurs attentes n'étaient pas réalistes.



Réponse : La municipalité de Nebbi a mis en œuvre un programme pour améliorer les moyens de subsistance des jeunes. Ce programme vise à faciliter le passage des jeunes de l'école vers le monde du travail afin de résoudre les problèmes de chômage et d'accès auxquels sont confrontés de nombreux jeunes de la municipalité. Elle met également en œuvre le Modèle de développement paroissial de l'Ouganda, qui cherche à aborder cinq domaines d'amélioration des moyens de subsistance : les ressources humaines, naturelles, sociales, financières et physiques. Au-delà des plans de développement, la ville de Nebbi n'a pas encore intégré la P/CEV dans ses efforts – ni développé son propre plan d'action en matière de P/CEV – malgré une motivation bien présente.



Besoins/Priorités : Selon les responsables de Nebbi, la municipalité bénéficierait de davantage de ressources et de soutien de la part du gouvernement central et des OSC pour mettre en œuvre des programmes de renforcement de la résilience communautaire et pour offrir aux groupes vulnérables et/ou marginalisés (notamment les jeunes, les femmes, les handicapés et les personnes déplacées) davantage d'opportunités socioéconomiques afin de dissuader les jeunes, en particulier, d'être attirés par les groupes extrémistes violents. Les fonctionnaires estiment que les petites municipalités ougandaises, telles que Nebbi, sont souvent ignorées par les gouvernements centraux, par rapport aux zones urbaines plus anciennes et de plus grande taille. De plus, les responsables de Nebbi ont déclaré qu'en tant que municipalité isolée, la ville a du mal à attirer l'engagement et le soutien des partenaires internationaux. Les responsables locaux considèrent que l'établissement de liens plus étroits entre les villes pour les efforts de prévention locaux est un moyen de surmonter ce problème, que le SCN pourrait faciliter compared to older and larger urban areas.





LE PAYSAGE ACTUEL DE LA P/CEV EN AFRIQUE

2

CONTEXTE

Pendant la quasi-totalité de ces vingt dernières années, les gouvernements africains ont eu tendance, souvent à la demande de l'Occident, à privilégier une approche de sécurité dure pour faire face aux menaces terroristes. Cette approche était axée sur le renforcement des institutions et des capacités nationales en matière d'armée, de renseignement et d'application de la loi. Elle s'inscrivait dans le cadre d'un paradigme largement réactif qui traitait l'extrémisme violent et le terrorisme comme une menace exceptionnelle et se concentrait largement sur ses symptômes plutôt que sur ses racines. Comme dans d'autres régions du monde, ces efforts ont contribué à certains succès tactiques, souvent en coopération avec des partenaires internationaux ou régionaux. Toutefois, ils n'ont guère contribué à réduire la menace globale. En fait, ces approches sécuritaires ont peut-être davantage contribué à exacerber l'insécurité qu'à l'atténuer. L'ONU elle-même a souligné que l'expérience de la violence d'État est souvent un facteur de radicalisation et de recrutement de groupes violents en Afrique.⁵⁶ Pour compliquer les choses, un certain nombre de gouvernements du continent ont été accusés d'utiliser à mauvais escient ces mesures antiterroristes « dures » pour réprimer la dissidence ou harceler les opposants politiques. Cela a porté atteinte au respect des droits de l'homme et à la sécurité humaine en général, ainsi qu'à la confiance entre le gouvernement et les communautés locales, qui est le fondement d'une prévention efficace.⁵⁷

Ces dernières années, la montée de la violence extrémiste et connexe a dévasté les moyens de subsistance et sapé les acquis du développement sur tout le continent. On est de plus en plus conscient de la nécessité de diversifier l'approche pour faire face aux menaces, notamment en mettant davantage l'accent sur la prévention.⁵⁸ Cela implique de se concentrer davantage sur les conditions sous-jacentes qui alimentent la violence extrémiste en Afrique et de développer une approche de l'ensemble de la société qui reconnaisse les contributions potentielles uniques des acteurs locaux. Cette prise de conscience a été catalysée, en partie, par la publication du Plan d'action du Secrétaire

général des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent en décembre 2015,⁵⁹ avec son encouragement pour tous les États membres de l'ONU à développer des plans nationaux de P/CEV. Cela a généré une multitude d'investissements et d'initiatives de P/CEV à travers le continent, soutenus presque entièrement par des bailleurs internationaux et des institutions de développement. L'accent a toutefois été mis sur les organisations régionales et sous-régionales, les gouvernements nationaux et la société civile, avec de nombreuses OSC internationales et locales tirant parti de leur expérience dans des domaines connexes tels que la consolidation de la paix, la prévention des conflits, l'autonomisation des femmes ou des jeunes ou les droits de l'homme.

À L'ÉCHELLE CONTINENTALE

À l'échelle du continent, l'UA a produit plusieurs résolutions, décisions, conventions et guides sur la lutte contre le terrorisme qui sont souvent liés à la mise en œuvre des exigences pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Au niveau technique, par l'intermédiaire de son Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT), l'UA a visité plus d'une vingtaine de ses États membres afin d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre du cadre antiterroriste de l'UA. Pour soutenir ces efforts – à l'instar de l'un des résultats de son Sommet sur la lutte contre le terrorisme qui s'est tenu à Malabo en mai 2022 – l'UA est sur le point de créer un groupe de travail sur la coordination de la lutte contre le terrorisme qui servira, entre autres, de mécanisme de surveillance pour l'examen et l'évaluation périodiques des activités et du plan d'action de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme.⁶⁰ Bien que le projet de mandat du groupe de travail fasse mention de l'importance d'adopter une approche pansociétale pour faire face à la menace, aucun siège de la commission n'est réservé aux représentants des collectivités locales ou de la société civile.⁶¹

Toutefois, le CAERT conseille les gouvernements africains, bien que cela soit d'ordre technique plutôt que politique, quant à l'adoption d'une approche inclusive visant à faire face aux menaces terroristes. Il dispense ou anime des formations aux niveaux régional, infrarégional et national, au cours desquelles les responsables du Centre font la promotion des rôles des différents acteurs gouvernementaux et des divers outils que chacun peut utiliser.⁶² Cela montre que chaque secteur et chaque ministère a un rôle à jouer dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Stimulé par l'élaboration du Plan d'action des Nations Unies en matière de PEV et par l'attention accrue accordée par le système des Nations Unies (et les bailleurs internationaux) à la prévention, le CAERT a commencé à accorder plus d'attention à la P/CEV dans ses interactions avec ses membres. Bien que les approches et les ressources restent très centralisées, le centre encourage ses membres « à changer la façon dont ils abordent l'extrémisme violent, par exemple en impliquant les autorités locales et les communautés locales dans leurs efforts ».⁶³ Le CAERT s'est aussi récemment concentré sur la formation de ses membres en matière de P/CEV. Par exemple, il propose des programmes sur le rôle de l'éducation dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi qu'une formation pour les acteurs nationaux et locaux au niveau infrarégional, afin de promouvoir la prévention comme une réponse efficace à la montée de l'extrémisme violent.

Ce cours, qui a été offert en Afrique de l'Ouest en juillet 2022, reposait sur la reconnaissance par le CAERT que « si les mesures répressives ne s'occupent que des symptômes et des conséquences de la violence ainsi que des auteurs des faits, les mesures préventives, au contraire, s'attaquent aux causes profondes du problème en essayant de comprendre ce qui motive les populations à rejoindre les groupes extrémistes violents et ce qui pourrait les en faire sortir, et de travailler à transformer les causes multiples et complexes de la violence ». Le programme comprend des modules visant à mieux faire comprendre : a) les facteurs contextuels de l'extrémisme violent et les raisons pour lesquelles certains individus rejoignent ces groupes, b) comment passer d'une approche sécuritaire à un paradigme préventif de sécurité humaine pour faire face à la menace, et c) les différents acteurs nécessaires pour permettre de mettre en place une approche pansociétale.

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Au niveau régional infracontinental, l'importance accordée à la P/CEV varie considérablement d'une CER à l'autre, l'IGAD se plaçant loin devant les autres. Elle est la seule CER à avoir mis sur pied une stratégie de P/CEV s'accompagnant d'une structure dédiée – financée par des bailleurs internationaux – afin de soutenir sa mise en œuvre. Le Centre d'excellence de l'IGAD pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (ICEPCVE) travaille avec les membres de l'IGADⁱⁱⁱ pour s'assurer que les éléments du cadre sont pris en compte dans les plans nationaux pertinents. La stratégie offre des conseils aux agences nationales responsables de la P/CEV et une structure au sein de laquelle ces organismes peuvent échanger des idées. Elle appelle à l'adoption d'une législation nationale sur les P/CEV mais donne la priorité à « l'autonomisation des parties prenantes non étatiques, notamment les organisations de la société civile, le secteur privé, les organisations d'universitaires et les organisations confessionnelles ». ⁶⁴ Le Centre s'est concentré sur le renforcement des capacités des membres de l'IGAD en termes de recherche, de communication stratégique, de sensibilisation des communautés, de partage des connaissances et de collaboration multi-agences. ⁶⁵ Il a pour mandat de fournir des formations, un soutien pour la recherche et un soutien technique à ceux qui travaillent dans le domaine de P/CEV et des contre-narratifs. ⁶⁶

De manière générale, il existe plusieurs organismes multilatéraux à travers le continent qui s'intéressent à certains aspects de l'agenda de P/CEV, mais aucun n'est doté du cadre et de la structure (et des ressources dédiées, bien que fournies par des bailleurs internationaux) dont dispose l'IGAD. Parmi ces organismes, on peut citer les exemples suivants :



La **Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)**, après avoir insisté pendant de nombreuses années sur le fait que le terrorisme n'était pas une priorité pour ses membres, a élaboré une stratégie antiterroriste en 2015. Celle-ci mettait peu l'accent sur les mesures préventives, se concentrant plutôt sur la réponse. La stratégie a été complétée par des sessions de formation (dispensées en coopération avec l'ONUSC) sur le renforcement des lois antiterroristes et sur les capacités d'enquête, de

ⁱⁱⁱ Les membres de l'IGAD sont Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud.

poursuite et de justice.⁶⁷ En outre, en juillet 2021, reflétant à nouveau la montée de la menace terroriste dans la région, la SADC a établi une mission au Mozambique – la Mission de la SADC au Mozambique (SAMIM) – pour lutter contre le terrorisme et les actes d’extrémisme violent dans certains districts de la province de Cabo Delgado.⁶⁸ Cette Mission comprend des troupes d’un certain nombre de pays membres de la SADC et aide le gouvernement du Mozambique à poursuivre ses interventions sécuritaires et à fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par la violence. D’aucuns ont critiqué ces efforts comme étant réactifs plutôt que préventifs, ne protégeant pas la population locale et provoquant le déplacement de milliers de personnes.⁶⁹



En 2013, la **CEDEAO** a élaboré un Cadre global de lutte contre le terrorisme qui comprend un pilier consacré à la prévention.⁷⁰ Cependant, les autorités locales de la région en ont une connaissance limitée, en partie parce que les membres de la CEDEAO n’ont pas accordé la priorité à sa mise en œuvre sur leurs territoires. Certains responsables nationaux s’interrogent quant à la pertinence pratique d’une stratégie régionale qui n’a pas réussi à se répercuter sur les dirigeants et les communautés locales et qui s’est donc révélée inefficace pour faire face à une menace devenue si localisée.⁷¹



Le **G5 Sahel** (G5S, composé du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger)^{iv} a élaboré un guide régional pour aider ses membres à aligner leurs Plans d’action nationaux (PAN) sur les menaces.⁷² Le document appelle à une législation nationale sur les P/CEV et souligne, selon les parties prenantes locales ouest-africaines, « l’inclusion et la participation des parties prenantes non étatiques, y compris les OSC, le secteur privé, les organisations d’universitaires et les organisations confessionnelles » dans les approches de P/CEV.⁷³ Le G5 Sahel veille également à ce que les PAN soient élaborés conformément aux meilleures pratiques internationales. Il a également mis en place une Cellule régionale de prévention de la radicalisation et de l’extrémisme violent (CELLRAD) disposant d’unités dans chaque pays membre, chacun étant ensuite censé créer des unités locales dans toutes ses régions ou municipalités.⁷⁴ Il semble qu’aucune de ces unités locales n’ait été créée à ce jour.

Nombre de ces organismes fonctionnent de manière cloisonnée, c’est-à-dire que les informations et les ressources peuvent circuler verticalement et s’appliquer à un problème particulier, mais peinent à avoir une portée plus large et plus horizontale. Cela a empêché de tirer pleinement parti d’initiatives de prévention de la violence potentiellement prometteuses et plus larges. Le Cadre d’alerte précoce pour la prévention des conflits de la CEDEAO et ses efforts continus pour établir un système d’alerte précoce pleinement intégré et fonctionnel au sein de ses membres en sont un exemple. Entre 2015 et 2021, la Commission de la CEDEAO a contribué à la création de Centres nationaux de coordination du Mécanisme de réponse (NCCRM) dans cinq pays pilotes : Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Guinée Bissau, Ghana, Mali et Liberia. D’autres centres sont en cours de création au Bénin, au Sénégal, au Niger et au

^{iv} While still officially known as the G5 Sahel, Mali announced its withdrawal from the G5S in May 2022.

Cabo Verde. Pourtant, à ce jour, peu de discussions ont eu lieu sur la façon dont ces systèmes peuvent également être utilisés à des fins de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Il y a également peu de coordination au sein de l'écosystème multilatéral. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest regorgent d'organismes, de plateformes, de cadres et d'initiatives au niveau multilatéral et la coordination limitée entre eux a entraîné une confusion et, dans certains cas, une duplication des efforts. Au cours de la même semaine de juin 2022, par exemple, l'UNOCT et le Groupe de travail sur le renforcement des capacités en Afrique de l'Ouest du GCTF, avec le soutien de l'ONUSD, ont tous deux organisé une conférence régionale axée sur la lutte contre l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.⁷⁵

De plus, les efforts multilatéraux liés à la P/CEV ont tendance à être dominés par des acteurs nationaux – et principalement de sécurité – et ne reflètent donc pas les perspectives des gouvernements locaux. Les autorités locales sont rarement consultées lors de l'élaboration de plans et de programmes régionaux ou infrarégionaux liés à la P/CEV et sont rarement les bénéficiaires de formations ou d'autres aides au renforcement des capacités liées à leur mise en œuvre.⁷⁶

À L'ÉCHELLE NATIONALE

Sur le plan national, pratiquement tous les gouvernements du continent ont adopté la rhétorique de la prévention. Beaucoup d'entre eux ont bénéficié de l'attention accrue que les bailleurs et les organismes multilatéraux accordent à la P/CEV et aux possibilités de formation et de renforcement des capacités qui y sont liées. Le PNUD à lui seul a travaillé avec plus de 20 pays africains à l'élaboration de cadres et de programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.⁷⁷ Néanmoins, la plupart des pays continuent d'accorder la priorité (en termes de soutien politique et de ressources) aux dimensions sécuritaires de la réponse à la menace. Pour la plupart, les gouvernements nationaux sont réticents lorsqu'il s'agit de partager avec les acteurs locaux la responsabilité de ce qu'ils considèrent comme une question de sécurité, et qui relève donc de la compétence exclusive du gouvernement central. Pour cette raison et pour d'autres, il n'est pas surprenant que seul un petit nombre de pays d'Afrique aient développé des stratégies et/ou des Plans d'action nationaux de P/CEV, qui décrivent les approches pansociétales et précisent dans quelle mesure les acteurs locaux et les gouvernements nationaux peuvent travailler ensemble. Ils sont encore moins nombreux à avoir mis en place des cadres locaux complémentaires. Voir les [pages 30 to 31](#) pour un aperçu des progrès réalisés dans l'élaboration des PAN en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

PROGRÈS DES CADRES NATIONAUX EN MATIÈRE DE P/CEV

Afrique de l'Ouest⁷⁸



Bénin:

Aucune stratégie nationale P/CEV n'a été signalée dans le cadre de la stratégie de lutte contre le terrorisme. Efforts continus pour en développer un depuis 2020.⁷⁹

Le Bénin a mis en place le Comité de haut niveau pour la lutte contre le terrorisme et l'insécurité aux frontières (CLTIF), qui est chargée de la mise en œuvre de la stratégie.



Burkina Faso:

Stratégie nationale P/CEV et Plan d'action validés avec le soutien de l'USAID.

Au Burkina Faso, le ministère de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale, nouvellement créé, a pour mandat de mobiliser les parties prenantes pour la mise en œuvre de la stratégie nationale P/CEV.



Cabo Verde:

Pas de plan d'action national P/CEV.



Côte d'Ivoire:

Pas de plan d'action national P/CEV.⁸⁰



The Gambia:

Pas de stratégie ni de plan d'action national P/CEV.



Ghana:

A un cadre sur la P/CEV, mais il est maintenu à des niveaux plus élevés et ne comporte pas de Plans d'action nationaux.

Le Ghana a créé une Unité nationale de lutte contre le terrorisme sous l'égide du ministère de la Sécurité nationale. Cet organisme collabore avec les départements et les agences qui forment la « Communauté mixte de renseignement ».



Guinée:

Pas de stratégie nationale de P/CEV.



Guinée Bissau:

Pas de stratégie nationale de P/CEV.



Liberia:

Pas de plan d'action national de P/CEV accessible au public.



Mali:

Stratégie nationale de P/CEV et plan d'action élaborés depuis 2017 sous la tutelle du ministère des Affaires religieuses.



Niger:

Stratégie nationale de P/CEV et plan d'action validés avec le soutien de l'USAID.

Au Niger, le Centre national pour la coordination de l'alerte précoce et du Mécanisme de réponse aux risques de sécurité (CNAP) a été créé et placé sous le cabinet du Président. Il vise à développer des synergies entre les agences dans la lutte contre l'insécurité et la criminalité organisée, ainsi qu'à suivre, évaluer et coordonner la mise en œuvre de la réponse entre les services de l'État, les communautés et les OSC nationales et internationales.



Nigeria:

Cadre politique et plan d'action national de P/CEV élaborés depuis 2018.⁸¹



Sénégal:

Pas de stratégie nationale de P/CEV.

Le Centre de hautes études en défense et sécurité (CHEDS) du Sénégal, un organisme de recherche et d'orientation politique dépendant du cabinet du président, a élaboré un Cadre interministériel d'intervention et de coordination de la lutte contre le terrorisme en 2016 pour coordonner la réponse du gouvernement à l'extrémisme violent et au terrorisme. Bien que le Sénégal n'ait pas encore développé sa stratégie ni son plan d'action de P/CEV, le CHEDS a réalisé certains efforts en matière de capacité et collabore avec d'autres parties prenantes sur la P/CEV.



Sierra Leone:

Pas de stratégie nationale de P/CEV.



Togo:

Développement d'une stratégie de P/CEV (validée le 6 juillet 2022).

En 2019, le Togo a mis en place un Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV).

PROGRÈS DES CADRES NATIONAUX EN MATIÈRE DE P/CEV

Afrique de l'Est et Afrique australe⁸²



1 Burundi:

Pas de plan d'action national de P/CEV.



2 Djibouti:

Le plan d'action de P/CEV doit être finalisé et validé en 2020.



3 Éthiopia:

Plan d'action national sur la P/CVE en cours d'élaboration depuis 2018.⁸³



4 Kenya:

Stratégie nationale de CVE lancée initialement en septembre 2016. Révision en cours pour développer une nouvelle version.

Le Kenya présente une bonne pratique de l'implication des collectivités locales dans la P/CEV, avec les CAP gérés par les CEF. Les premiers CAP (Kwale, puis Mombasa) ont été lancés en 2017. Au total, 10 comtés ont depuis achevé leurs plans respectifs, qui consistaient en un programme de P/CEV sur une période de cinq ans.



5 Mozambique:

Pas de plan d'action national de P/CEV.

Au Mozambique, où le gouvernement est remarquablement centralisé et où la confusion règne quant à la délimitation des mandats du gouverneur et du Secrétaire d'État, la coordination de toute action de l'État au niveau local est difficile, de manière générale, et plus encore en ce qui concerne spécifiquement la P/CEV.



6 Rwanda:

Pas de plan d'action national sur la P/CEV disponible publiquement.

Le Rwanda a un ministère du gouvernement local. Une organisation non gouvernementale de volontaires, l'Association Rwandaise des Autorités du Gouvernement Local (RALGA), aide également à coordonner les travaux des 30 districts du Rwanda.



7 Somalie:

La stratégie nationale et le plan d'action ont été approuvés par le Président en 2017.

En Somalie, les relations tendues entre les États membres fédéraux et le gouvernement national ont rendu difficile la cohérence entre les efforts nationaux et locaux. Cependant, des mécanismes permettant de convertir la stratégie nationale en action locale ont été conçus, du moins sur le papier. L'unité de coordination P/CEV au niveau national devrait diriger, réguler et réunir un groupe de points focaux individuels au niveau régional, nommés et habilités par le président de chaque État membre fédéral.



8 Soudan du Sud:

Pas de plan d'action sur le P/CEV.

Au Soudan du Sud, le gouvernement national a mis en place un Conseil de gouvernement local et des ministères des gouvernements locaux, ainsi qu'un conseiller en matière de décentralisation au niveau de la présidence.



9 Tanzanie:

Stratégie nationale de P/CEV en cours d'élaboration depuis 2017, avec le soutien du PNUD.



10 Ouganda:

Stratégie nationale de P/CEV achevée mais pas encore lancée.

De nombreux gouvernements nationaux n'apprécient pas pleinement le rôle complémentaire que peut jouer un cadre de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans l'ensemble de la société, fondé sur l'approche visant à « ne pas nuire ». Lorsqu'il y a des cadres nationaux, ils sont généralement alignés sur des cadres régionaux ou mondiaux. Ils ne sont pas alimentés par des voix locales et sont donc déconnectés de la réalité du terrain, ou sont inaccessibles et difficiles à contextualiser et à appliquer pour les autorités locales.⁸⁴ De plus, les cadres existants sont jusqu'à présent principalement basés sur les perspectives de la menace de ceux qui sont basés dans les capitales, les ministères des gouvernements nationaux créant ces cadres. Les stratégies ont tendance à négliger les défis hyperlocaux et spécifiques au contexte qui alimentent l'extrémisme dans les régions reculées du pays et la dynamique qui permet aux groupes extrémistes de se déplacer entre les zones urbaines et rurales.⁸⁵

En outre, les acteurs de la sécurité sont généralement à l'origine de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces plans, les militaires ou autres personnels de sécurité occupant les services gouvernementaux chargés de la lutte contre le terrorisme et des programmes d'éducation civique et morale. Par conséquent, de nombreux fonctionnaires travaillant sur la prévention et l'éducation civique et morale ont une formation « dure » en matière de sécurité et peuvent manquer d'une compréhension globale de la prévention et de l'éducation civique et morale. Dans certains cas, cependant, ces mêmes acteurs de la sécurité ont vu ces vingt dernières années les limites d'une approche dominée par les militaires pour faire face aux menaces extrémistes violentes en Afrique et peuvent être des défenseurs convaincants d'une concentration accrue sur les moteurs sous-jacents de la violence et sur la prévention de manière plus générale.⁸⁶

Mise en œuvre des cadres nationaux

La mise en œuvre des PAN dépend presque entièrement du soutien des bailleurs internationaux. Étant donné qu'ils sont confrontés à des problèmes de sécurité structurels, systémiques ou imminents plus urgents, de nombreux gouvernements accordent une faible priorité à la prévention. En outre, les plateformes permettant de coordonner la mise en œuvre, notamment entre les acteurs nationaux et locaux, sont rares.

De nombreux gouvernements nationaux qui ne disposent pas de cadres nationaux de P/CEV ont néanmoins mis en œuvre et/ou bénéficié de programmes de P/CEV discrets, généralement financés par des bailleurs internationaux. Il s'agit notamment de programmes axés sur l'instauration d'un climat de confiance entre les forces de l'ordre et les communautés locales, le renforcement de la cohésion communautaire, l'offre d'alternatives pacifiques aux jeunes vulnérables, et d'activités répondant aux besoins spécifiques des femmes et des filles exposées à l'extrémisme violent.⁸⁷

Obstacles

Bien qu'il y ait eu quelques progrès en matière de P/CEV au niveau national dans différentes parties de l'Afrique, subsistent encore des obstacles à des progrès supplémentaires et durables. Le plus important d'entre eux est peut-être l'attention insuffisante accordée aux facteurs de violence dont

le gouvernement central est en partie responsable. Il s'agit notamment d'un maintien de l'ordre autoritaire et d'autres mesures de sécurité répressives souvent prises au nom de la lutte contre le terrorisme, d'une prestation de services inadéquate, de la corruption (qui sape la confiance dans le gouvernement), de la marginalisation certaines parties du pays et de l'aliénation des jeunes. En outre, il y a une réticence à permettre une participation significative des acteurs locaux, y compris les villes et les maires qui les dirigent, dans le développement et la mise en œuvre des cadres et des programmes de P/CEV, malgré le rôle vital qu'ils jouent sur le terrain. Cette approche trop centralisée « limite l'autorité des acteurs locaux et produit un déséquilibre dans la dynamique du pouvoir entre le gouvernement national et les décideurs locaux ». ⁸⁸

Comme dans d'autres régions du monde, les gouvernements africains ont également tendance à traiter la violence extrémiste différemment des autres formes de violence et de conflit, alors qu'elle présente des similitudes tant au niveau des moteurs que des réponses les plus efficaces. Cette perception est partagée par les parties prenantes locales de tout le continent qui ont été consultées pour ce rapport. Elle a contribué à la création d'un agenda qui se situe de manière précaire entre les espaces de sécurité et de développement, avec des cadres politiques et des programmes distincts et cloisonnés. La réponse à l'extrémisme violent n'a pas été située dans le cadre d'un ensemble plus large d'approches qui ont une longue histoire en Afrique (par exemple, la réduction des conflits et de la violence et la consolidation de la paix), qui pourraient informer sur la meilleure façon de s'attaquer à l'extrémisme. En outre, une telle approche intégrée, en partie en raison de sa familiarité avec le continent, a plus de chances d'être adoptée par les communautés locales qu'une approche de P/CEV distincte, qui est souvent perçue comme un concept occidental et qui peut ne pas correspondre aux besoins des communautés locales. Si elles sont perçues comme étrangères, il est peu probable que les communautés locales aient un jour le sentiment de s'approprier véritablement les efforts de P/CEV. Les faits montrent que la P/CEV n'est ni efficace ni durable si elle est prise isolément et que l'intégration de la P/CEV dans ce programme plus large devrait être une priorité. ⁸⁹

SOCIÉTÉ CIVILE

À l'échelle mondiale, les acteurs multilatéraux et les bailleurs internationaux sont de plus en plus conscients de la nature ultralocalisée des menaces extrémistes en Afrique, de la nécessité d'accorder plus d'attention à la lutte contre les facteurs locaux et des limites des gouvernements nationaux à cet égard. Ils sont également conscients des avantages comparatifs que les OSC locales dans les États fragiles et touchés par des conflits ont dans les efforts de P/CEV, notamment en raison de leur expérience de travail dans des domaines connexes tels que la consolidation de la paix, les droits de l'homme, l'engagement des jeunes, l'autonomisation des femmes, les initiatives de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), et la prévention des conflits. En tant que telles, les OSC locales du continent comptent parmi les principaux bénéficiaires de l'effort de la communauté internationale en matière de prévention et de règlement des conflits ces dernières années. Des centaines, voire des milliers d'OSC locales en Afrique – dont beaucoup n'avaient aucune expérience préalable des questions liées à l'extrémisme violent – ont reçu des formations, des financements et d'autres formes de soutien au cours de la dernière décennie afin de leur permettre d'exploiter

leurs avantages comparatifs en matière de lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agit notamment d'une connaissance inégalée des conditions locales, d'une confiance et d'un accès au sein des communautés que les acteurs nationaux et les organisations multilatérales ne peuvent pas toujours avoir, et d'être souvent les premiers à observer les premiers indicateurs de radicalisation vers l'extrémisme violent et à réagir à la suite d'un attentat ou d'une crise. Ils peuvent offrir un espace sûr pour un engagement constructif entre l'État et les citoyens, et faciliter la participation civique. Ils ont la volonté et la capacité de faire preuve d'innovation et de souplesse dans l'identification des enjeux émergents et la lutte contre ces derniers, souvent bien longtemps avant que les gouvernements ne soient conscients du problème ou désirent y mettre fin.⁹⁰

En conséquence, les investissements ont été orientés vers le renforcement des capacités des petites OSC à mettre en œuvre des programmes de P/CEV. Il s'agit notamment des contributions des bailleurs au GCERF (qui a fourni un financement et une formation à des dizaines d'organisations communautaires dans un certain nombre de pays du continent),^v du développement de réseaux régionaux⁹¹ et nationaux⁹² pour le partage et l'apprentissage parmi le nombre croissant d'OSC dans l'espace de la P/CEV, et de l'encouragement des gouvernements nationaux à promouvoir une approche globale de la prévention qui inclut un rôle important pour la société civile. Grâce à cette attention, un nombre croissant de gouvernements nationaux en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, ont reconnu l'importance d'impliquer la société civile, sous une forme ou une autre, dans le développement et la mise en œuvre de leurs cadres nationaux P/CEV.^{vi} Cela a conduit à une augmentation des activités de P/CEV mises en œuvre par les OSC locales.⁹³ La volonté accrue des gouvernements africains d'inclure un rôle pour la société civile dans leur réflexion sur la prévention et la lutte contre le terrorisme peut signaler un changement, même s'il est modeste, par rapport à l'approche centralisée de la lutte contre le terrorisme sur le continent, qui a dominé une grande partie des deux dernières décennies.

Toutefois, une certaine prudence s'impose. Les gouvernements semblent disposés à travailler avec les OSC tant que celles-ci n'interfèrent pas avec leur programme et tant que ces activités sont financées par des bailleurs internationaux plutôt que par des budgets gouvernementaux serrés. Rien n'indique que les capitales soient disposées à consacrer ne serait-ce qu'une petite partie de leur budget à cette activité. Un certain nombre de parties prenantes locales consultées dans le cadre de cette initiative de cartographie ont fait remarquer que dans de nombreux pays où les gouvernements nationaux autorisent le financement des bailleurs pour soutenir le programme P/CEV mené par les OSC – comme un moyen de démontrer leur soutien à l'agenda international P/CEV sans aucun coût – ces mêmes gouvernements réduisent l'espace civique, souvent au nom de la sécurité.⁹⁴ De plus, certaines OSC ont déclaré qu'au lieu d'une véritable dévolution des responsabilités au niveau local, les gouvernements nationaux cooptent les OSC, notamment en les utilisant pour transmettre des messages spécifiques (approuvés par l'État), par exemple sur la menace et la stratégie de l'État pour y faire face.⁹⁵ Il faut également se demander dans quelle mesure les OSC locales ont les connaissances et la compréhension

^v Le GCERF a financé des projets de P/CEV menés par des OSC au Burkina Faso, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigeria, en Somalie et en Tunisie. <https://www.gcerf.org>

^{vi} Par exemple, des représentants de la société civile ont été impliqués dans l'élaboration de cadres nationaux de P/CEV au Burkina Faso, au Niger, au Nigeria et au Togo.

nécessaires de l'extrémisme violent (y compris pourquoi et comment il se manifeste dans leurs communautés) pour être en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des programmes sur mesure liés à la prévention et à la lutte contre la criminalité organisée, ou si elles ne font que rebaptiser des programmes de développement traditionnels afin d'attirer les fonds des bailleurs.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, il y a la déconnexion entre les politiques et les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. D'une part, les OSC mettent en œuvre des projets dans différentes sous-régions d'Afrique qui impliquent « la formation professionnelle et le développement des compétences, l'éducation, la promotion de la tolérance et de la paix entre les communautés, la sensibilisation et la fourniture aux individus d'un soutien psychosocial ». ⁹⁶ D'autre part, leurs gouvernements ne font pas grand-chose pour s'attaquer aux facteurs structurels qui alimentent une grande partie de la violence dans ces contextes, notamment la marginalisation de certaines communautés, les violations des droits de l'homme et le manque d'opportunités d'emploi. Cette déconnexion continue sape l'impact des activités menées par les OSC et les progrès qu'elles peuvent réaliser dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sur le continent.

VILLES ET AUTRES AUTORITÉS LOCALES

Comme indiqué ci-dessus, malgré l'attention croissante accordée au rôle des OSC locales dans la P/CEV dans une grande partie de l'Afrique, les collectivités locales – qu'il s'agisse de centres urbains ou de villages frontaliers – sont largement ignorées. Bien qu'elles soient les plus vulnérables à l'extrémisme violent et les plus susceptibles d'en subir les conséquences lorsqu'il apparaît, les villes et autres autorités locales ne sont pas encore mises à contribution sur une grande partie du continent. Et ce, malgré les nombreux avantages comparatifs dont elles disposent pour empêcher l'escalade de la menace.

Par exemple, la menace étant de plus en plus localisée, les gouvernements locaux, de par leur proximité et leur accès aux communautés locales, sont bien placés pour reconnaître et comprendre les contextes hyperlocaux que les extrémistes exploitent. Grâce à cette compréhension, ils peuvent préparer des analyses contextuelles pour informer les cadres nationaux de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent afin de s'assurer qu'ils reflètent les réalités locales souvent différentes dans un pays donné. Ils sont également les mieux placés pour aider à traduire les cadres nationaux en actions locales, à apporter une plus grande cohérence à des initiatives de prévention souvent cloisonnées et menées localement, et à établir un alignement plus étroit entre ces initiatives et un cadre national de P/CEV.

Grâce à l'accès (ou à l'accès potentiel) à ces services et aux dirigeants locaux, les autorités locales peuvent mener des exercices de cartographie, en consultant les acteurs locaux pour déterminer à la fois la menace et leurs besoins et capacités à y répondre de manière proportionnée. L'accès à ces services permet aux autorités locales de mettre l'accent sur le bien-être social et la cohésion communautaire pour un ensemble de défis qui sont généralement considérés à travers le prisme de la sécurité nationale du gouvernement central. Les politiques et les programmes qui mettent l'accent sur ces aspects ont plus de chances d'attirer l'attention des communautés souvent marginalisées qui sont les plus susceptibles d'être radicalisées et recrutées par des groupes qui épousent la violence. ⁹⁷

Les autorités locales sont également bien placées pour identifier et alerter rapidement sur les situations susceptibles de dégénérer en violence. Leur capacité à développer et à promouvoir une identité locale qui englobe toutes les tribus et ethnies au sein d'une localité donnée peut contribuer à renforcer la résilience et la cohésion communautaire en faisant en sorte que les citoyens se sentent liés les uns aux autres et en favorisant la confiance dans les institutions gouvernementales locales. Ils peuvent accéder aux services locaux de logement, d'éducation, de formation professionnelle, de protection sociale, de loisirs, de religion, de sport et de culture et les rassembler dans le cadre d'un effort global de prévention de l'extrémisme violent et des menaces connexes qui concernent les communautés locales. Leur capacité à intégrer la P/CEV dans le cadre d'un programme local de P/CEV existant ou dans un cadre de sauvegarde peut permettre d'éviter le piège de la sécurisation à outrance dans lequel les gouvernements nationaux peuvent tomber lorsqu'ils rendent la menace exceptionnelle par une réponse cloisonnée. Ils peuvent également élaborer des programmes sur mesure qui s'attaquent aux moteurs locaux de l'extrémisme et offrent des alternatives positives aux jeunes aliénés et à d'autres groupes qui pourraient autrement être attirés par l'extrémisme et d'autres formes de violence, en ligne et hors ligne, tout en évitant la stigmatisation souvent associée à des programmes similaires conçus et mis en œuvre par des acteurs nationaux.^{vii}

En dépit de ces avantages comparatifs, ainsi que de la reconnaissance croissante de la nécessité d'approches adaptées et localisées pour faire face aux défis de l'extrémisme et autres problèmes connexes, les exemples d'implication des villes ou d'autres autorités locales dans la P/CEV en Afrique sont rares. Cela contraste fortement avec les nombreux exemples de leur implication dans la lutte contre d'autres formes de violence – y compris celles liées aux gangs et au genre – ainsi que dans la consolidation de la paix et le renforcement de la résilience en Afrique.^{viii}

Il existe cependant quelques exemples isolés de villes ou d'autres autorités locales qui développent et mettent en œuvre des politiques ou des programmes ayant des implications directes sur l'extrémisme violent et les menaces qui y sont liées. Il s'agit notamment de :

- Au Nigeria, **l'État de Kano** a élaboré un cadre global et mis en place des mécanismes visant à lutter contre l'extrémisme violent de manière holistique. Il s'agit notamment d'un groupe de travail conjoint destiné à faciliter la coordination entre le personnel de sécurité et paramilitaire travaillant dans l'État, d'un centre de communication stratégique et d'une plateforme permettant la coopération entre les différentes parties prenantes impliquées dans les initiatives de police communautaire.⁹⁸
- **La Commission pour la paix de l'État de Kaduna (KAPECOM)** propose des moyens d'atténuer la menace aigüe qui pèse sur la sécurité de l'État. Il s'agit notamment de programmes

^{vii} Il peut s'agir d'activités de prévention précoce et de renforcement de la résilience axées sur la communauté, ainsi que de programmes de soutien et d'intervention multidisciplinaires non discriminatoires et fondés sur des données probantes, qui impliquent des spécialistes locaux et se concentrent sur les personnes « à risque ».

^{viii} Parmi les autres formes de violence, on peut citer la violence motivée par la haine, les violations des droits de l'homme, la violence intercommunautaire, les manifestations et émeutes violentes.

visant à promouvoir la tolérance et la résolution pacifique des conflits intercommunautaires. Ils encouragent « la coopération et le dialogue entre les parties prenantes locales, en aidant à mettre en avant les préoccupations des communautés, telles que l'accès à des ressources foncières en diminution et la détérioration des conditions socio-économiques, avant que les communautés ne se tournent vers la violence. Ces formes de dialogue et d'engagement visent également à réduire les activités criminelles et le recrutement d'islamistes militants ».⁹⁹

- Au **Niger**, le gouverneur de Diffa a travaillé avec des partenaires internationaux et des dirigeants locaux pour mettre en place un programme de déradicalisation qui encourage les transfuges de Boko Haram et prépare les ex-combattants à la réintégration dans la société. Avec le soutien et l'adhésion des chefs traditionnels locaux et des stations de radio communautaires, le gouverneur a fait passer le message suivant : il a annoncé que les déserteurs se verraient offrir une protection. Plus de 180 personnes, dont des déserteurs et des membres de leur famille, ont donc opté pour le camp de déradicalisation de Goudoumaria.¹⁰⁰
- **Kolofata**, une ville du Cameroun située près du bassin du lac Tchad, dirigée par un maire qui a lui-même été capturé et détenu par des militants de Boko Haram, a créé un « comité de vigilance » soutenu par des aînés de la tribu et dirigé par des civils pour servir de mécanisme d'alerte précoce en cas d'activité militante à proximité.¹⁰¹

Il existe également des exemples où les autorités locales ont développé des initiatives plus larges pour renforcer la bonne gouvernance et contribuer à renforcer la confiance avec les communautés locales, ce qui rend plus difficile l'enracinement de l'extrémisme et de la haine en leur sein. Il s'agit notamment du processus de budgétisation participatif et transparent mis en place par l'État de Kano au Nigeria, qui permet aux citoyens locaux d'influencer les priorités de dépenses de leur gouvernement local et de lui demander des comptes.¹⁰² À Ouagadougou, la ville réunit des acteurs de différentes communautés pour qu'ils puissent se connecter les uns aux autres, exprimer leurs préoccupations et instaurer la confiance avec le gouvernement local et entre les différentes communautés.¹⁰³



Kenya

Kenya est probablement le seul pays du continent, et parmi les rares pays dans le monde, à proposer une bonne pratique quant à la manière d’impliquer systématiquement le gouvernement local – soit les comtés, dans le contexte kenyan – dans la P/CEV. Dans le cadre d’un effort de décentralisation plus large, le gouvernement kenyan a chargé les 47 gouvernements de comté d’élaborer des Plans d’action de comté (CAP). Ces plans visent à refléter les préoccupations et les priorités locales qui pourraient ne pas être prises en compte dans le cadre national et à éviter d’imposer un cadre unique à des localités dont les menaces et les besoins varient. Il est important de noter que les CAP ont par la suite alimenté la Stratégie nationale du Kenya afin de garantir que l’approche reste sensible aux besoins et menaces hyperlocaux.¹⁰⁴

Chaque CAP est géré par un Forum d’engagement du comté (CEF) multipartite, codirigé par le gouverneur élu du comté et le commissaire du comté, qui est nommé par le gouvernement national. Les premiers CAP (Kwale, puis Mombasa) ont été lancés en 2017 et dix comtés ont désormais achevé leurs plans respectifs, chacun exposant un programme de cinq ans.¹⁰⁵ Suite à l’attaque d’al-Shabaab de janvier 2019 contre le complexe Riverside à Nairobi, le président a ordonné aux 37 comtés restants d’élaborer des « CAP Rapides » (RCAP).¹⁰⁶ Les RCAP, qui n’ont pas été élaborés selon le même processus consultatif que les CAP, contiennent des plans d’un an et sont axés sur les priorités les plus urgentes de chaque comté.^{ix}

Les CEF multipartites sont censés servir de comités directeurs réunissant les acteurs du gouvernement national et local, la société civile, le secteur privé, les chefs religieux, les anciens traditionnels, les groupes de jeunes et les groupes de femmes.¹⁰⁷ Bien qu’ils aient cherché à rassembler le gouvernement national et du comté avec la société civile,¹⁰⁸ la structure et la composition des acteurs au niveau du comté dans l’espace de la P/CEV varient selon le comté.^x Les Plans de développement intégrés du comté (CIDP) et les budgets du comté sont importants pour la mise en œuvre du CAP car ils fournissent une voie pour intégrer les activités du CAP dans d’autres stratégies disposant de ressources financières.¹⁰⁹

^{ix} Il existe trois générations de CAP au Kenya. Les CAP de première génération ont été élaborés dans les comtés côtiers – notamment Kwale, Mombasa et Lamu – en 2017. Il s’agissait de plans quinquennaux. Les CAP de deuxième génération ont été élaborés en 2018 dans les autres comtés côtiers, les comtés du Nord-Est limitrophes de la Somalie et d’autres comtés à risque comme Isiolo et Marsabit. Ces CAP ont été élaborés sur la base des directives fournies par le Centre national de lutte contre le terrorisme (NCTC). Les CAP de troisième génération ont été élaborés en 2019 à la suite d’une directive présidentielle. Ils ont été élaborés rapidement, d’où leur appellation parfois de RCAP. Il s’agissait principalement de plans d’un an. Voir Ben Crisman et al, 2020 ; Patricia Crosby et Dominic Pkalya, 2021: 45..

^x Par exemple, alors qu’à Mombasa, Nairobi et Kwale, la société civile joue un rôle clé au centre du réseau de partage des informations, à Nyeri la P/CEV est beaucoup plus centralisée, la plupart des échanges se faisant par l’intermédiaire du gouvernement du comté. Voir USAID, "Countering Violent Extremism : Governance and Communications Strategy Paper", 2022, à paraître.

Mombasa a été l'un des comtés les plus actifs dans le domaine de la P/CEV, en partie grâce à un gouverneur qui s'est intéressé personnellement à la question et a donc veillé à ce que les ressources du comté nécessaires soient mises à disposition pour faciliter la mise en œuvre de son CAP sur le terrain. Le CAP complet comprend des piliers axés sur la bonne gouvernance, la sécurité et la protection publiques, la consolidation de la paix et la cohésion, l'autonomisation économique des jeunes, ainsi que la réhabilitation et la réinsertion. En outre, le comté a mis en place une unité dédiée à la prévention et à la lutte contre la criminalité organisée avec un point focal P/CEV, a créé un fonds qui fournit de petites subventions aux jeunes qui veulent créer des entreprises, travaille régulièrement avec les OSC locales sur divers projets de mise en œuvre du CAP, et a participé à des échanges de villes P/CEV avec Kristiansand, en Norvège (axés sur la prévention et le renforcement de la résilience parmi les jeunes locaux, la mise en œuvre de plans d'action locaux P/CEV, et la coopération multi-agences).¹¹⁰ Dans la mesure du possible, le gouvernement du comté a cherché à inscrire ce programme dans le cadre d'efforts plus larges visant à renforcer la résilience et la cohésion sociale dans tout le comté.

En rapport avec ce dernier point, plusieurs comtés du Kenya sont en train d'adopter des « projets de loi sur la paix et la cohésion » dans leurs assemblées de comté. Ces projets de loi incluent, entre autres, des références aux CAP ou aux initiatives P/CEV. Ils ont utilement formulé ces questions d'une manière qui est plus susceptible d'attirer et de maintenir l'intérêt des élus locaux, des commissaires de comté et d'autres personnes, et de créer potentiellement plus d'opportunités pour le financement des CAP par les comtés que, par exemple, en formulant cela comme un ensemble de questions de sécurité.¹¹¹

Malgré les progrès réalisés à Mombasa et dans certains autres comtés, la mise en œuvre des CAP est confrontée à plusieurs défis à travers le pays, qui devraient être pris en considération si et quand d'autres parties du continent cherchent à reproduire au moins certains éléments du modèle kenyan. Ces défis sont les suivants :

- **Le financement**, étant donné que le gouvernement national n'a fourni aux comtés aucune ressource pour le P/CEV. C'est particulièrement le cas lorsque le gouverneur n'a pas donné la priorité à la P/CEV dans le budget du comté. Par conséquent, les efforts de mise en œuvre du CAP ont trop souvent dépendu du financement des bailleurs.
- Un deuxième défi, lié au premier, concerne le fait que la **sécurité reste une fonction régalienn** **du gouvernement national**, les comtés n'étant autorisés qu'à s'engager dans des activités de prévention dans l'espace non sécuritaire. Cependant, les lignes entre les sphères de la sécurité et de la prévention sont de plus en plus floues, la lutte contre al-Shabaab étant considérée comme une question de sécurité et la P/CEV étant mal comprise par les fonctionnaires des comtés. En conséquence, certains gouvernements de comté restent incertains quant à la manière dont ils devraient interagir avec les CAP et « s'ils devraient consacrer des fonds limités du comté à quelque chose qui pourrait être la chasse gardée des autorités nationales ».¹¹²
- La troisième concerne la **dotation en personnel**, la mise en œuvre dépendant souvent des personnalités affectées aux postes pertinents du gouvernement du comté.¹¹³ Les changements de personnel, en particulier au niveau supérieur, peuvent entraîner une stagnation de la mise en œuvre.¹¹⁴

P/CEV EN AFRIQUE : EXCEPTION OU INTÉGRATION ?

Un thème récurrent soulevé tout au long des consultations des parties prenantes concernait le point d'entrée le plus approprié pour que les autorités locales s'impliquent dans les efforts de l'ensemble de la société pour lutter contre l'extrémisme violent dans leur pays. D'une part, les organisations multilatérales et les bailleurs internationaux continuent de mettre l'accent sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et sur l'importance de développer des stratégies et des plans d'action nationaux dans ce domaine, et d'investir dans des projets locaux de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Cependant, il y a également une prise de conscience des sensibilités et des défis associés à l'agenda P/CEV, en particulier lorsqu'on essaie de le rendre opérationnel au niveau local.¹¹⁵

Bien que les organismes multilatéraux et les gouvernements nationaux aient élaboré un ensemble distinct de cadres, de politiques et de programmes pour faire face aux menaces croissantes d'extrémisme violent, ces menaces sont elles-mêmes de plus en plus liées à d'autres menaces et défis sur le terrain, en particulier dans les États fragiles et touchés par des conflits. Comme indiqué précédemment, il devient de plus en plus difficile de dissocier la violence extrémiste des autres formes de violence et de criminalité, notamment la violence sexiste et la violence des gangs, le banditisme et les enlèvements. En outre, une grande partie de cette violence est motivée par des facteurs similaires. Les politiques et programmes des autorités locales qui améliorent la bonne gouvernance, encouragent la participation civique (en particulier des jeunes), garantissent la responsabilité des violations des droits de l'homme, améliorent la prestation de services, favorisent la confiance entre les autorités locales et leurs citoyens (en particulier les communautés les plus marginalisées) et encouragent un sentiment d'identité locale peuvent tous contribuer à construire la cohésion sociale et à renforcer la résilience, réduisant ainsi l'attrait des groupes extrémistes.^{xi}

Dans ce contexte, certaines parties prenantes locales font valoir que les contributions des autorités locales ne devraient pas être liées à la lutte contre la menace spécifique de l'extrémisme violent, mais plutôt intégrées dans les efforts existants de prévention de la violence, de protection des communautés et/ou de renforcement de la résilience. Parmi les raisons évoquées figurent la perception par certains d'un lien trop étroit avec les objectifs de contre-terrorisme et de sécurité nationale, ainsi que l'ambiguïté conceptuelle et la stigmatisation potentielle associées à l'implication dans la P/CEV. Certains groupes ethniques ou religieux peuvent se sentir injustement visés par les politiques et les programmes qualifiés de P/CEV et craindre des répercussions de la part des appareils de sécurité nationale ou des groupes extrémistes violents eux-mêmes. Ainsi, d'aucuns affirment que moins les contributions des autorités locales sont perçues à travers un prisme explicite de P/CEV, plus les villes seront en mesure de tirer parti de leurs avantages comparatifs, qui sont centrés sur le social, la santé, l'éducation, le logement, la culture, le sport, la jeunesse et d'autres questions non sécuritaires. Les spécialistes et les prestataires de services dans ces domaines seront nerveux à l'idée de voir leur travail sécurisé et, par conséquent,

^{xi} Parmi les autres approches communes pour lutter contre l'extrémisme, la haine et la polarisation mises en avant par les parties prenantes figurent le renforcement de la résilience des communautés, la médiation des conflits, le développement économique, l'éducation et la tolérance, les droits de l'homme, la consolidation de la paix, le renforcement de la démocratie et la promotion de politiques inclusives, ainsi que la prévention de la violence.

les autorités locales pourraient éprouver des difficultés à tirer parti de ces ressources existantes si elles insistent pour appliquer un label P/CEV à leurs efforts.

Tenant compte de ce qui précède, les parties prenantes locales soulignent néanmoins que, avant d'entrer dans l'arène de la P/CEV, les autorités locales devraient d'abord comprendre les aspects idéologiques de l'extrémisme violent qui peuvent rendre les efforts visant à éloigner les jeunes de ce phénomène plus compliqués que pour les éloigner d'autres formes de violence. En outre, elles doivent être conscientes du milieu extrémiste particulier de leur environnement local – et de la façon dont il se manifeste – afin d'être en mesure d'identifier les premiers signes de son émergence ou de sa propagation parmi leurs citoyens et leurs communautés. Enfin, les autorités locales doivent s'assurer que les personnes impliquées dans la conception ou la mise en œuvre de politiques ou de programmes de prévention de la violence ou de protection des communautés au niveau de la ville – auxquels une dimension P/CEV pourrait être ajoutée – ont également cette compréhension et cette sensibilisation.

Les faits montrent que la P/CEV n'est ni efficace ni durable si elle est isolée, et l'on s'efforce davantage d'intégrer la P/CEV dans les initiatives existantes de gouvernance et de consolidation de la paix. Les bailleurs sont encouragés à situer les programmes de prévention et de protection des victimes qu'ils financent dans le cadre d'approches globales et multidisciplinaires, lorsque cela est possible, ou à veiller à ce que les programmes de développement plus traditionnels intègrent les sensibilités à la prévention et à la protection des victimes. Comme pour d'autres aspects de la P/CEV en Afrique, le Kenya fait figure de pionnier dans cet effort d'intégration. En mai 2022, le Centre national de lutte contre le terrorisme a organisé un atelier « visant à explorer les moyens d'appliquer une optique P/CEV aux initiatives de gouvernance existantes ». Des représentants des autorités nationales et locales, du secteur privé, des chefs religieux, des fonds de discrimination positive et la société civile ont discuté de la manière dont ils pourraient mieux inclure les personnes les plus exposées au risque de radicalisation et de recrutement dans leur travail afin d'adopter une approche plus durable de la prévention et de la lutte contre le terrorisme.¹¹⁶

PLEINS FEUX SUR LA VILLE :

LE CAP, AFRIQUE DU SUD



Menace : La violence des gangs est une source majeure d'insécurité dans la ville du Cap, 49 % des homicides étant commis par des gangs. Comme d'autres types de groupes violents sur le continent, les gangs offrent aux jeunes un sentiment d'identité et un but. Bien que l'extrémisme violent ne soit pas actuellement considéré comme une priorité pour la ville, l'augmentation des attaques xénophobes dans le pays suscite de plus en plus d'inquiétudes, et les responsables estiment que des mesures préventives devraient être mises en place pour éviter une nouvelle escalade.



Réponse : La ville a mis en place plusieurs cadres et programmes de réduction de la violence, dont le programme de régénération urbaine du maire et la stratégie de réduction des risques de la ville. Elle a adopté des approches d'autres villes, notamment Sacramento (un programme de renforcement de la confiance dans le cadre duquel les jeunes à haut risque passent un week-end avec la police métropolitaine). Le Cap a en outre mis en place un forum mensuel qui rend les fonctionnaires municipaux plus accessibles aux citoyens qu'ils servent, renforçant ainsi la confiance avec les communautés locales en permettant à ces dernières de partager leurs besoins et leurs préoccupations de manière régulière. Les responsables ont également pris des mesures pour établir une stratégie P/CEV, qui propose la création d'une direction qui, entre autres activités, développera et déploiera des campagnes de communication pour contrer les messages extrémistes, des interventions orientées vers les jeunes, établira des partenariats communautaires et mènera des recherches pour mieux comprendre la menace au niveau local et dans toute la région.



Besoins/Priorités : Les responsables du Cap estiment que les villes d'Afrique du Sud pourraient bénéficier d'une meilleure compréhension du paysage de la menace extrémiste dans et autour de leurs communautés et des rôles que les villes peuvent jouer (et des responsabilités qu'elles ont) dans la P/CEV, notamment en tirant parti et en tirant des leçons des cadres et des approches existants en matière de prévention du crime et de la violence. Ils estiment également qu'une boîte à outils P/CEV pour les villes d'Afrique du Sud et de la région est nécessaire pour les aider à rendre ces rôles opérationnels et à assumer ces responsabilités.





LES AUTORITÉS LOCALES AFRICAINES ET LA P/CEV

Défis et Besoins

3

DÉFIS

L'extrémisme se répand sur le continent, de plus en plus de communautés se sentent menacées, et les limites d'une réponse centralisée et militarisée deviennent plus claires. Ainsi, les représentants des autorités locales consultés dans le cadre de cette initiative d'inventaire ont exprimé leur intérêt à s'impliquer de manière significative dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, notamment par les moyens décrits dans la section précédente.¹¹⁷ Et ce, bien qu'elles soient largement ignorées par les parties prenantes nationales, régionales et internationales lorsqu'il s'agit de l'agenda P/CEV.

Approche hautement centralisée et axée sur la sécurité

Pour approfondir la participation des autorités locales à la P/CEV et aux efforts connexes, il faut surmonter de nombreux obstacles. Le plus fondamental est peut-être que l'écrasante majorité des gouvernements centraux du continent continuent d'exercer un contrôle étroit sur les questions de sécurité, considérant que les menaces liées au terrorisme et à l'extrémisme violent relèvent de leur domaine exclusif. En tant que tels, la plupart des gouvernements centraux ne considèrent pas leurs homologues locaux comme des partenaires dans la lutte contre les menaces extrémistes violentes qui continuent de se propager.

En fait, cette approche hautement militarisée, qui caractérise la réponse d'un certain nombre de gouvernements nationaux et qui, selon certains, a plus contribué à exacerber qu'à atténuer les menaces, laisse peu de place aux autorités locales et aux autres acteurs non sécuritaires dans la pratique. Par exemple, même si des gouvernements comme le Burkina Faso, le Mali et le Nigeria ont ouvertement plaidé en faveur de l'approche de l'ensemble de la société reflétée dans le plan d'action

PVE des Nations Unies, « il existe une certaine confusion, en particulier au Nigeria, quant à la mesure dans laquelle la société civile et le gouvernement local peuvent s'impliquer dans certaines initiatives P/CEV. Dans le système décentralisé du Nigeria, la sécurité est une fonction du gouvernement central, et ce dernier est souvent réticent lorsqu'il s'agit de partager les informations relatives aux questions de sécurité avec les autorités des États, en particulier avec les États dont les gouverneurs sont issus de l'opposition.¹¹⁸

Comme mentionné précédemment, il existe, dans certaines régions du Kenya et du Ghana, une confusion militaire, là où les autorités locales ne sont toujours pas sensibilisées à la menace que représente l'extrémisme violent et à leur rôle dans la P/CEV, percevant cette dernière soit comme une menace étrangère, soit comme une question de sécurité que le gouvernement national est chargé de traiter. En bref, plus la réponse nationale à l'extrémisme violent et l'encadrement de la prévention et de l'éducation civique restent hautement sécurisés – et étroitement liés au contre-terrorisme – plus il sera difficile pour les autorités locales de voir leur rôle dans la prévention et l'éducation civique. Les représentants des autorités locales et d'autres parties prenantes locales consultées dans le cadre de cette initiative ont exprimé l'opinion que plus la P/CEV peut être considérée comme faisant partie de la responsabilité existante des gouvernements locaux de sauvegarder leurs communautés, plutôt que comme une question de sécurité explicite, plus les autorités centrales et locales seront susceptibles de voir un rôle pour ces dernières dans la P/CEV.¹¹⁹

Absence de mandat pour la participation des autorités locales à la P/CEV

Cela conduit à un deuxième obstacle, lié au premier : peu de gouvernements locaux ont reçu ou croient avoir un mandat pour contribuer à la P/CEV, les gouvernements nationaux manquant souvent de confiance dans les autorités locales (en particulier lorsque leur maire ou gouverneur est issu du parti d'opposition) pour s'engager dans ce que les gouvernements centraux considèrent comme une question de sécurité.¹²⁰ Dans certains cas, par exemple au Kenya et au Nigeria, le gouvernement central a soit transféré la responsabilité de la prévention non liée à l'application de la loi (Kenya), soit reconnu le rôle des gouvernements infranationaux dans la P/CEV (Nigeria). Les gouvernements burkinabé et nigérian encouragent les autorités infranationales à développer leurs propres plans de P/CEV en fonction des besoins et des priorités de leurs villes et communautés. Cependant, cet encouragement n'est pas suivi de ressources ou de conseils, et il ne semble pas que de tels plans locaux aient encore vu le jour. Même au Kenya, malgré ce transfert de responsabilité, seuls dix comtés ont développé des CAP.¹²¹

En général, selon certaines parties prenantes locales, le modèle de gouvernance centralisé et « descendant » dans une grande partie du continent a donné lieu à une gouvernance locale passive dans de nombreux pays, tels que le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal, où « les acteurs locaux seraient faibles, mal équipés et incapables de mettre en œuvre les directives ou les politiques P/CEV du gouvernement national ». ¹²²

Manque de consultation des autorités locales

Dans les rares cas où un mandat a été dévolu aux gouvernements locaux, cela se fait souvent sans les consulter au préalable. Par exemple, la plupart des États africains qui disposent d'un cadre politique national en matière de P/CEV, suivant les meilleures pratiques internationales, ont formé un comité directeur national chargé de diriger le processus d'élaboration ainsi que de mettre en œuvre le plan par le biais d'une « campagne nationale transversale et pluripartite ». ¹²³ Cependant, il y a peu, voire aucun exemple où des représentants des autorités locales sont inclus dans l'un ou l'autre de ces processus. Les comités et les consultations correspondantes impliquent plus généralement divers acteurs du niveau national et de la société civile.

Les responsables de la P/CEV au niveau national – généralement les acteurs de la sécurité – ont tendance à considérer que leurs homologues locaux ne sont pertinents qu'au lendemain d'un attentat terroriste ou lorsque la menace de l'extrémisme violent est aiguë. ¹²⁴ Or, c'est en matière de prévention qu'ils sont les plus pertinents, ce qui implique à la fois de tirer parti de leurs capacités d'alerte précoce et de renforcer la cohésion et la résilience de la communauté afin d'atténuer les dommages causés au tissu social de la ville après un attentat.

Manque de ressources

Ensuite, il y a le défi du manque de ressources, qui est accentué dans les zones rurales et frontalières généralement mal desservies, plus petites et éloignées de la capitale, mais où les menaces sont aujourd'hui les plus grandes. La concurrence pour des ressources limitées à travers le continent s'intensifie, le secteur de la sécurité continue de recevoir la plupart des fonds des budgets nationaux pour faire face aux menaces terroristes croissantes, et les bailleurs internationaux et les acteurs du développement continuent de donner la priorité au soutien des activités P/CEV menées localement (principalement des activités impliquant la société civile plutôt que les gouvernements locaux). Les gouvernements nationaux partant du principe que le financement de la prévention et de la lutte contre le terrorisme peut être confié à des acteurs internationaux, il n'est guère surprenant que les gouvernements centraux ne consacrent que peu, voire pas du tout, de leurs fonds propres à la P/CEV, et encore moins qu'ils les allouent aux acteurs locaux, qu'il s'agisse de la société civile ou des gouvernements. ¹²⁵

Pour leur part, selon un certain nombre de représentants des autorités locales consultés dans le cadre de cet exercice d'inventaire, les autorités locales seraient plus susceptibles de consacrer une partie des ressources limitées qu'elles contrôlent et de tirer parti des ressources ou des programmes existants pour soutenir la mise en œuvre adaptée du cadre national P/CEV sur le terrain si elles ont été engagées dans le développement et ont un sentiment d'appropriation du cadre. C'est cependant rarement le cas.

Coopération nationale et locale limitée

Un autre défi consiste à surmonter les obstacles à la coopération entre les acteurs nationaux et locaux de la P/CEV sur une grande partie du continent (et du globe).¹²⁶ Ces obstacles comprennent un manque général de coordination, et de processus clairs pour faciliter une telle coopération, entre les niveaux locaux et nationaux. Cette lacune est particulièrement évidente dans des processus tels que le partage d'informations, où les gouvernements centraux semblent réticents à partager des données pertinentes sur les menaces avec les autorités locales, car les premiers considèrent qu'il s'agit de questions de sécurité nationale. La capacité des autorités locales à répondre à la menace, notamment au lendemain d'un attentat, est souvent ralentie par des protocoles et des processus de partage d'informations insuffisants et peu clairs entre les autorités nationales et locales.

Dans certains contextes, comme au Soudan et au Mozambique, il n'existe que peu de mécanismes, voire aucun, pour faciliter l'interaction entre les parties prenantes des gouvernements nationaux et locaux. Parmi le petit nombre d'États africains qui ont élaboré des cadres nationaux de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, beaucoup ont créé des comités pour faciliter la mise en œuvre, y compris au niveau local, mais la plupart n'existent encore que sur le papier. En outre, bien qu'un certain nombre de pays, dont le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, disposent d'agences nationales pour faciliter la coordination avec et entre les gouvernements locaux et régionaux en général, leurs attributions incluent rarement la P/CEV, étant donné la tendance à la placer sous le contrôle étroit des agences de sécurité nationales.¹²⁷

Manque de confiance

Le manque de confiance entre le gouvernement central et les autorités locales est un autre obstacle à l'implication accrue de ces dernières dans la P/CEV. Les niveaux de confiance entre le gouvernement national et le gouvernement local sont susceptibles d'être plus faibles lorsqu'il y a un dirigeant local populaire, en particulier d'un parti d'opposition que les responsables du gouvernement central considèrent comme une menace pour le « statu quo ».¹²⁸ Les déficits de confiance entre le gouvernement national et les autorités locales semblent être les plus importants lorsque les forces de l'ordre (souvent déployées par le gouvernement national et relevant de celui-ci) ont été impliquées ou accusées d'abus dans les communautés locales, notamment de pillage, d'extorsion, de menaces et de violence. En outre, les acteurs de la sécurité ont été accusés de s'engager auprès des communautés pour recueillir des informations sur des menaces particulières ou des individus préoccupants plutôt que pour échanger des idées et établir des relations significatives. Le redéploiement fréquent du personnel de sécurité est également perçu comme un obstacle à l'établissement de la confiance et de relations saines avec les communautés.¹²⁹ Ces déficits de confiance et les efforts déployés pour y remédier sont bien documentés sur tout le continent.¹³⁰

L'un des avantages comparatifs des autorités locales dans le domaine de la P/CEV découle de leur proximité et de leur compréhension des communautés locales, et donc de leur capacité à les atteindre d'une manière que leurs homologues nationaux ne peuvent pas. Cependant, leur capacité à exploiter

cet avantage est sérieusement compromise lorsque les jeunes issus de communautés historiquement marginalisées se sentent marginalisés et se méfient des institutions gouvernementales locales et nationales – en particulier des forces de l'ordre. Dans ces contextes, les jeunes sont moins susceptibles de faire part aux autorités locales de leurs préoccupations concernant des individus spécifiques qui montrent des signes de radicalisation vers la violence et peuvent hésiter à travailler avec ces autorités pour les orienter vers une voie pacifique.

De même, la tendance dans de nombreuses localités du continent à ce que les jeunes (et d'autres citoyens) se sentent exclus des discussions menées par le gouvernement sur les insécurités dans leurs communautés et sur la manière d'y remédier, contribue au déficit de confiance et rend moins probable leur volonté de soutenir tout effort de P/CEV mené par la ville.¹³¹

Déficits de capacité, d'expertise et de confiance

Enfin, il y a des défis à relever pour combler les lacunes en matière de capacités, d'expertise et de confiance auxquelles sont confrontées de nombreuses autorités locales sur le continent. Comme indiqué précédemment, les responsables locaux, en particulier dans les zones frontalières éloignées, n'ont, en général, pas accès aux données du gouvernement central qui pourraient les aider à mieux comprendre les menaces extrémistes dans leurs communautés, y compris leur lien avec d'autres menaces et vulnérabilités. En général, les autorités locales restent désensibilisées à la menace de l'extrémisme violent et à leur rôle dans la P/CEV, la percevant soit comme une menace étrangère, soit comme un problème de sécurité typique (exclusivement).

Dans le même ordre d'idées, les collectivités locales, tant au niveau des politiques que des spécialistes ou des prestataires de services, n'ont généralement pas les compétences nécessaires pour comprendre les dimensions idéologiques et autres de l'extrémisme violent qui le différencient des autres formes de violence et qui devraient être prises en compte dans toute politique, programme et/ou intervention locale visant à faire face à la menace, que ce soit dans le cadre d'un effort autonome de P/CEV ou dans celui d'une initiative plus large de prévention de la violence ou de sauvegarde de la communauté. De plus, le manque actuel d'accès aux ateliers et forums mondiaux, régionaux, infrarégionaux et, pour la plupart, nationaux sur la P/CEV fait qu'il est difficile pour les autorités locales de s'informer sur les bonnes pratiques en matière de P/CEV, sans parler de la manière de les adapter et de les appliquer à leur contexte spécifique.¹³²

Dans l'ensemble, la confiance des autorités locales dans leur capacité à apporter une contribution significative à la P/CEV est susceptible d'être influencée par le fait que leur participation est perçue sous l'angle de la sécurité (dans lequel les villes sont moins susceptibles de se considérer comme pertinentes) ou sous celui de la prévention ou de la sauvegarde de la communauté.

BESOINS

Les besoins en matière de P/CEV des autorités locales à travers le continent varient en fonction de nombreux facteurs. Il s'agit notamment de la proximité de la capitale et/ou de la frontière, de la composition et de la densité de la population, des relations avec le gouvernement central, de la coopération avec les communautés locales, des niveaux actuels de ressources et de capacités et, bien sûr, de la nature de la menace. Les exigences des mégapoles et des villages frontaliers pour contribuer aux efforts de P/CEV de l'ensemble de la société seront différentes. Cependant, tout au long de cette initiative de cartographie, les consultations avec une série d'autorités locales et d'autres parties prenantes en Afrique ont révélé plusieurs besoins, qui sont partagés par de nombreux gouvernements locaux sur le continent, à un degré ou à un autre.

Il s'agit notamment de :

- **Contribuer et être consulté** sur le développement de stratégies et de plans nationaux, régionaux et continentaux dans le domaine de la P/CEV afin d'atténuer la violence extrémiste et les menaces connexes. Plus ces cadres refléteront les préoccupations des dirigeants locaux et des spécialistes (y compris ceux des contextes ruraux et des communautés frontalières, étant donné que leurs perspectives et leurs priorités diffèrent de celles des centres urbains), plus ils seront susceptibles de donner la priorité à la mise en œuvre locale.
- **S'attaquer à la déconnexion** entre les cadres et stratégies existants aux niveaux multilatéral et national et l'application locale de ces structures. Ce décalage est dû, en grande partie, à une incompatibilité entre ces cadres et les contextes locaux spécifiques.
- Un **mandat** du gouvernement central sur leur(s) rôle(s) dans la P/CEV et la clarté sur les cas où il est approprié pour eux d'agir seuls et ceux où ils doivent consulter leurs homologues nationaux avant de le faire.
- **Sensibilisation et compréhension** de la nature des menaces extrémistes violentes au sein de leurs communautés, de la manière dont elles diffèrent mais s'entrecroisent avec d'autres formes d'activités violentes/criminelles, de la variété des contributions que les autorités locales peuvent apporter pour faire face à ces menaces, et de la manière d'établir des relations avec d'autres parties prenantes (y compris les représentants du gouvernement national, la société civile, le secteur privé et les militants de base, et leurs citoyens) autour des questions liées à l'extrémisme et à la haine qui peuvent conduire à la violence.¹³⁵
- **Amélioration des connaissances** sur les approches et les bonnes pratiques efficaces menées par les autorités locales, et sensibilisation à la manière et au moment de tirer parti des institutions et des programmes existants.

- **Formation et autres mesures de renforcement des capacités**, y compris pour les maires et autres dirigeants locaux, sur le rôle qu'ils peuvent jouer en tant que fer de lance de l'élaboration de nouvelles politiques et de nouveaux programmes locaux en matière de P/CEV, ou de l'adaptation de ceux qui existent déjà. Cette action devrait s'étendre aux travailleurs municipaux (par exemple, dans les domaines du logement, de la santé, des affaires sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture) afin de leur donner la compréhension nécessaire de l'extrémisme violent et des P/CEV. Cela leur permettra soit d'intégrer les questions de P/CEV dans les initiatives existantes, soit de développer de nouvelles activités de P/CEV, adaptées, multidisciplinaires et autres – le tout sans sécuriser leur travail ou celui de leur agence.
- **Des compétences permettant** aux autorités locales de travailler avec différentes parties prenantes communautaires et non gouvernementales, telles que les chefs religieux, traditionnels, les jeunes et autres dirigeants communautaires, les groupes de jeunes et les organisations dirigées par des femmes. Cela les aidera à éduquer leurs citoyens à la tolérance et au respect de la diversité, et à détecter les signes précurseurs de discours ou d'idéologies extrémistes.¹³³
- Une **CNL plus efficace**, notamment grâce à l'implication des gouvernements locaux dans les domaines suivants des dialogues réguliers avec leurs homologues des gouvernements nationaux et d'autres parties prenantes de P/CEV concernées. Cela pourrait s'accompagner d'un mécanisme ou d'une plateforme (formelle ou informelle) et des protocoles pour faciliter le partage d'informations dans les deux sens entre les autorités nationales et locales, y compris en ce qui concerne des individus et/ou des menaces spécifiques. Une CNL efficace permettra aux autorités locales de tirer pleinement parti de leurs capacités de prévention. Il permettra également aux gouvernements nationaux de s'assurer que leurs approches de la P/CEV reflètent l'évolution des dynamiques et des besoins locaux dans leur pays.
- **Des boîtes à outils multimédias** adaptées aux besoins des autorités locales dans différentes parties du continent. Ces outils sont nécessaires pour renforcer l'expertise et les capacités institutionnelles des villes et d'autres acteurs locaux, afin de leur permettre de poursuivre de manière indépendante des approches réussies en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au niveau local. Cela permettra également d'atténuer les risques de perte d'expérience et de connaissances pratiques qui suivent souvent les élections (voir [pages 53 to 54](#) pour savoir ce que pourrait contenir ce type de boîte à outils).
- **Des opportunités de réseautage** pour étendre et partager les apprentissages locaux sur la P/CEV avec des pairs sur le continent et dans le monde, à l'instar du partage entre villes qui a lieu de plus en plus souvent sur des questions telles que le changement climatique et la croissance économique. Cela permettra aux autorités locales de prendre connaissance et, le cas échéant, d'adopter et d'adapter les bonnes pratiques d'autres localités (voir ci-dessous pour en savoir plus sur les réseaux de villes). Lorsque différentes villes sont réunies, les responsables municipaux et les parties prenantes concernées pourraient être encouragés à élaborer des

recommandations pratiques et exploitables et à établir des liens entre les cadres nationaux existants et les applications locales.¹⁴⁹ Grâce à son modèle de centre régional (voir [page 57](#)), le SCN est bien placé pour soutenir de telles opportunités d'apprentissage par les pairs.

City Networks



L'Afrique dispose d'un certain nombre de réseaux de villes existants qui facilitent le partage des leçons apprises, des bonnes pratiques et des défis entre les localités sur une série de questions d'intérêt commun. Il s'agit notamment de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique de l'Est (EALGA),¹³⁸ qui opère au niveau infrarégional ; des réseaux nationaux tels que ceux du Burkina Faso, de la Gambie, du Liberia et de l'Ouganda ;¹³⁹ et des réseaux continentaux qui offrent des possibilités de collaboration et des plateformes de mise en réseau aux gouvernements locaux à travers l'Afrique, tels que Cités et gouvernements locaux Unis d'Afrique (CGLU-A).¹⁴³ Ces plateformes existantes pourraient être exploitées pour permettre aux autorités des gouvernements locaux de se réunir pour discuter des menaces extrémistes et connexes auxquelles elles sont confrontées et de la manière dont elles peuvent, en tant que collectivités locales, contribuer à y faire face.

- **L'accès aux principaux organismes multilatéraux** chargés de coordonner les réponses mondiales, continentales et régionales aux P/CEV, notamment au sein de l'ONU, du GCTF (en particulier les groupes de travail du GCTF pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest) et de l'UA. Cela permettra de s'assurer que ces réponses intègrent les perspectives des dirigeants locaux et des villes et communautés qu'ils représentent.
- **Bénéficier d'un soutien durable de la part des principaux forums multilatéraux** afin d'atténuer les risques d'une dépendance excessive des gouvernements centraux en matière de ressources financières, logistiques et humaines pour s'engager dans la P/CEV. Souvent, sans le soutien du gouvernement central ou des organisations internationales, les autorités locales ont du mal à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de PEV avec succès. Ce soutien pourrait consister à aider les autorités locales à reconnaître et à identifier leurs avantages comparatifs en matière de P/CEV.
- **Être proactif** et prendre l'initiative de réunir les autorités locales de votre juridiction et d'inviter les responsables d'autres autorités locales à exposer les rôles qu'ils envisagent de jouer dans la lutte contre l'extrémisme violent et les menaces connexes. Une fois qu'un plan concret est en place, les autorités locales doivent proposer de manière proactive cette voie aux gouvernements centraux plutôt que d'attendre d'être approchées par la capitale.

PLEINS FEUX SUR LA VILLE : MANSAKONKO, EN GAMBIE



Menace : Les tensions intercommunautaires et les hostilités selon à caractère ethnique, religieux et tribal restent une source essentielle d'insécurité à Mansakonko et dans d'autres communautés locales de Gambie, après une dictature qui a duré 22 ans. Selon les responsables locaux, la marginalisation et le manque d'opportunités socio-économiques, en particulier pour les jeunes et les femmes, sont les principaux facteurs de la radicalisation. La ville étant un important couloir de transit pour la région, la traite des êtres humains et la maltraitance des enfants sont des problèmes importants pour le gouvernement local. La protection des personnes vulnérables, telles que les jeunes et les femmes, contre cette menace est donc une priorité.



Réponse: Le gouvernement central a développé des cadres juridiques dans le but de lutter contre les discours de haine et de réduire les tensions intercommunautaires entre les communautés. Bien que ni le gouvernement central ni le conseil de la région de Mansakonko ne disposent d'un plan d'action ou d'une stratégie pour la P/CEV, la municipalité élabore un plan de développement qui vise à lutter contre la marginalisation socioéconomique des communautés vulnérables et d'autres moteurs primaires de la haine et de l'extrémisme violent. En outre, les autorités locales de Mansakonko travaillent en étroite collaboration avec des agences multilatérales telles que l'UNICEF et le FNUAP pour s'attaquer au problème de la traite des êtres humains.



Besoins/Priorités : Bien que la Gambie ait introduit un cadre de décentralisation il y a plus de 20 ans, les responsables locaux de Mansakonko continuent de compter sur le gouvernement central pour obtenir le mandat et les ressources nécessaires à la résolution des problèmes sociaux locaux. Les responsables locaux estiment que le gouvernement national n'a pas la volonté politique de fournir une assistance financière et logistique aux gouvernements locaux et qu'un soutien accru est nécessaire pour que les autorités locales puissent fournir des services essentiels à leurs communautés. Les responsables locaux ont déclaré qu'ils bénéficieraient d'une plus grande connexion avec d'autres autorités locales dans le pays et dans la région plus large, en particulier sur la façon de mener les efforts de cohésion communautaire locale et les programmes d'échange interculturels et interreligieux.



BOÎTE À OUTILS : LES AUTORITÉS LOCALES ET LA P/CEV

Les parties prenantes locales consultées dans le cadre de cette initiative de cartographie ont identifié le besoin d'une feuille de route claire pour leur implication dans la P/CEV. Le SCN, qui peut s'appuyer sur ses membres régionaux et même mondiaux, étudie l'élaboration d'une telle boîte à outils, qu'il déploierait par le biais de son modèle de centre régional (voir [page 56](#) pour en savoir plus sur les centres régionaux). Cette boîte à outils pourrait couvrir les points suivants :

1

Une introduction complète à la P/CEV

- Une introduction aux concepts fondamentaux, une cartographie des menaces extrémistes dans le contexte national, infrarégional ou régional pertinent, et des considérations clés pour y faire face.
- Des conseils pour intégrer leurs activités existantes dans un cadre de P/CEV.
- Bonnes pratiques et considérations sur des questions telles que la terminologie, et des conseils pour rendre les programmes et les politiques inclusifs et pertinents. Cela encouragerait une approche multipartite de l'ensemble de la société et mettrait l'accent sur les jeunes, les femmes et les communautés minoritaires.
- Des études de cas provenant de toute la région pour illustrer différentes méthodes et réponses, inspirer des actions et promouvoir une mise en réseau ciblée entre les autorités locales.
- Ressources et modèles pour la planification, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes et de la recherche en matière de P/CEV, la mise à l'échelle ou l'adaptation des programmes existants, et l'orientation du développement de politiques inclusives.
- Une introduction à la communication et aux ressources permettant d'accroître la visibilité sur les efforts de P/CEV, d'améliorer la confiance et d'obtenir l'adhésion de la communauté.
- Conseils et ressources pour identifier, atténuer et gérer les risques associés aux P/CEV, y compris les protocoles de sauvegarde.



2

Le rôle de la ville dans la P/CEV et la résolution des problèmes connexes

- An introduction to the role of the city, including its strengths and its limitations, ` Une introduction au rôle de la ville, y compris ses forces et ses limites, qui serait contextualisée dans un cadre national, régional et international et encouragerait une approche multipartite.
- Orientation et conseils pour l'élaboration d'un plan d'action local ou la coordination de plans existants au sein des structures établies pour soutenir les efforts P/CEV.
- Orientation et ressources pour l'élaboration de nouveaux plans d'action locaux et l'amélioration de la pertinence, l'efficacité, l'impact et la durabilité des plans existants.
- Des conseils sur la manière d'intégrer et de tirer parti des programmes, structures et flux de financement existants pour la P/CEV, avec des exemples provenant de différents secteurs et domaines de responsabilité.
- Une série d'études de cas réalisées dans la région pour illustrer les principaux enseignements et offrir une source d'inspiration sur la manière dont les villes peuvent mener des efforts localisés en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, notamment en matière de politique, de recherche et de projets.
- Des conseils pour poursuivre une approche multisectorielle pilotée par la ville, qui crée et exploite des partenariats avec la société civile, le secteur privé et les acteurs de terrain, notamment en mettant l'accent sur les jeunes.
- Des informations sur le rôle et les atouts des différents acteurs et des conseils sur la manière de procéder pour dynamiser leurs travaux et les intégrer dans les plans d'action locaux.
- Des conseils et des ressources pour favoriser une communication efficace avec différentes parties prenantes.
- Des conseils pour aider à établir des relations avec d'autres villes afin de renforcer les approches régionales, notamment des conseils, des ressources et des modèles pour organiser des réunions et des échanges avec d'autres villes.
- Des conseils pour travailler avec le gouvernement national et les entités multilatérales, en encourageant une coopération nationale-locale durable, y compris le plaidoyer pour que les villes influencent conjointement les cadres nationaux, régionaux et mondiaux sur la base de leurs intérêts communs.





QU'EST CE QU'UNE VILLE FORTE ?

4

La construction de villes et d'autres localités résilientes face aux « chocs et contraintes d'origine naturelle ou humaine, qu'ils soient prévus ou non », au changement climatique, aux ralentissements économiques, aux migrations et aux crises de réfugiés, est devenue un élément clé de la solution à apporter à ces défis mondiaux.¹³⁴ L'OCDE mesure la résilience à l'aide de quatre indicateurs : la gouvernance, l'économie, la société et l'environnement ; les autres indicateurs utilisés pour mesurer la résilience des villes comprennent la cohésion sociale, l'urbanisme et la mobilité et les transports.¹³⁵

Pour des raisons exposées dans le présent rapport, la construction de villes résilientes ou fortes est essentielle pour lutter contre l'extrémisme violent. Pourtant, il s'agit d'une pièce manquante du puzzle de la P/CEV en Afrique, où des approches durables et efficaces, axées sur la prévention et dirigées localement, qui réduisent les causes de l'extrémisme, sont plus nécessaires que jamais. Les parties prenantes impliquées dans cette initiative de cartographie ont réfléchi aux diverses menaces extrémistes auxquelles elles sont confrontées, ainsi qu'aux besoins et priorités des autorités locales en matière de P/CEV en Afrique.

Cette initiative a généré plusieurs résultats et recommandations distincts, qui sont présentés dans le résumé et développés dans la conclusion. Si chacune de ces recommandations est suivie d'effet, on peut s'attendre à ce que les contributions des villes et des autres autorités locales en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et autres activités connexes augmentent au fil du temps, en espérant que la menace diminuera à son tour.

Cependant, les représentants des gouvernements locaux et les autres parties prenantes africaines qui ont participé à cette initiative ont également été invités à réfléchir à la question plus large, et peut-être plus fondamentale, de ce qui fait une « ville forte » en Afrique en ce qui concerne la P/CEV, au-delà des politiques et programmes spécifiques qu'une ville développe ou adopte pour faire face à ces menaces.

Bien qu'il y ait eu quelques variations entre les parties prenantes – en fonction de leur région – un large consensus s'est dégagé autour de cinq indicateurs :

1

Des structures de **gouvernance stables** et représentatives de l'ensemble de la démographie d'une ville ;

2

Un **gouvernement local transparent** qui s'oppose à toute corruption et la combat, qui est accessible et sensible aux priorités et aux besoins de ses citoyens, et qui comprend des fonctionnaires locaux formés et compétents, capables de comprendre et de répondre aux diverses menaces extrémistes et aux problèmes connexes dans leurs localités ;

3

Un leadership local innovant et proactif qui cherche constamment à améliorer la manière dont il sert son personnel et démontre son engagement en faveur de l'inclusion;

4

Une **société civile locale robuste et indépendante**, capable de soutenir les efforts de prévention et de demander des comptes au gouvernement et aux élus ;

5

Une communication claire et cohérente entre les acteurs (nationaux-locaux et locaux-locaux), notamment sur les rôles de chaque acteur et le partage d'informations sur la menace et la réponse appropriée.

À l'avenir, aider les villes et autres autorités locales à atteindre ces indicateurs devrait être une priorité pour les parties prenantes internationales et autres qui souhaitent voir une approche de la P/CEV fondée sur l'ensemble de la société non seulement mise en œuvre, mais aussi **soutenue** sur le continent.

CENTRES RÉGIONAUX DU SCN

Les centres régionaux du SCN sont dotés de petites équipes régionales qui s'appuient sur le travail de mise en réseau et de renforcement des capacités que le SCN a déjà entrepris avec certaines villes de la région pour aider les autorités locales, entre autres :



Apprentissage par les pairs : faciliter l'échange d'expertise, d'expérience, de défis et de bonnes pratiques entre les villes et les autres autorités locales de chaque pays et de la région, notamment par le biais de réunions, d'ateliers et de groupes de travail régionaux ou thématiques ;



Renforcement des capacités : identification et, le cas échéant, fourniture d'un soutien pour répondre aux besoins et aux priorités des villes de la région concernée en matière de capacités et autres P/CEV ;



CNL, coopération locale-locale et multi-acteurs : réalisation d'activités visant à renforcer la coordination et la coopération sur les P/CEV, y compris, par exemple, en soutenant les villes dans la mise en œuvre des bonnes pratiques du GCTF sur les CNL dans les P/CEV ;



Renforcer les voix locales : veiller à ce que les voix des dirigeants locaux et les perspectives des villes soient plus systématiquement prises en compte dans l'élaboration des politiques et des programmes nationaux et mondiaux en matière de P/CEV.



L'engagement des jeunes : mettre en relation les jeunes et les OSC axées sur les jeunes (y compris celles soutenues par le GCERF) avec les gouvernements locaux et faciliter l'élaboration de solutions partagées, dirigées par des jeunes, aux défis communautaires, tels que l'extrémisme, la haine et la polarisation qui peuvent conduire à la violence.

Si tous les Centres, ou hubs, soutiennent les villes dans ces cinq domaines fondamentaux, le programme spécifique de soutien est défini par les besoins des villes par région. Par exemple, les hubs SCN en Afrique soutiendront les autorités locales en développant des plans d'action sur la manière dont les villes peuvent rendre opérationnel leur rôle dans le domaine de la P/CEV, sur la base des besoins identifiés dans cette initiative de cartographie. Les hubs soutiendront également les villes en les mettant en relation avec le paysage des acteurs multilatéraux actifs dans leurs régions respectives, en donnant la priorité aux parties prenantes pour lesquelles des synergies renforcées faciliteront la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.

Les Hubs ou centres régionaux ont également l'avantage d'apprendre des centres dans d'autres contextes grâce à l'équipe centrale de l'Unité de gestion du SCN, qui supervise l'engagement mondial du SCN et contribue à faciliter l'apprentissage interrégional.



CONCLUSION

Les menaces extrémistes violentes auxquelles l'Afrique est confrontée sont plus aiguës, complexes et localisées que jamais. Des années d'investissements principalement militaires et de sécurité dans des mesures et des outils de lutte contre le terrorisme, et l'adhésion à une approche centralisée qui s'est peu intéressée aux causes locales de la violence, n'ont que peu porté leurs fruits. En fait, dans de nombreux cas, ce type de réponse a davantage contribué à exacerber les menaces qu'à les atténuer.

La menace continuant de s'étendre, les décideurs et les spécialistes reconnaissent de plus en plus la nécessité d'une approche plus localisée et équilibrée. Celle-ci devrait se concentrer davantage sur les griefs socioéconomiques et politiques qui alimentent l'extrémisme et d'autres formes de violence et de conflit en Afrique. Elle devrait cesser de traiter l'extrémisme violent et le terrorisme comme des menaces exceptionnelles nécessitant un ensemble distinct d'outils pour les prévenir et les contrer. Dans le cadre d'une telle approche, les villes et les autres autorités locales, qui ont été largement ignorées alors que le concept d'une approche de la prévention et de la lutte contre la violence dans l'ensemble de la société commençait à prendre racine sur le continent ces dernières années, ont un rôle important à jouer.

Ce rapport se termine par dix recommandations que les acteurs internationaux, continentaux, régionaux, nationaux et locaux, selon le cas, doivent envisager de mettre en œuvre s'ils espèrent voir les villes et autres autorités locales réaliser leur plein pouvoir dans la lutte contre la P/CEV et les défis connexes de l'émergence dans leurs communautés.

- 1. Promouvoir des réponses intégrées à une menace interconnectée :** Les efforts de prévention de l'extrémisme violent sur le continent peuvent et doivent s'inspirer des réponses apportées aux différentes formes de violence, d'activité criminelle et de

comportement antisocial. Compte tenu des liens entre ces comportements, ces réponses doivent s'inscrire dans le cadre d'efforts plus larges de protection de la communauté. Les responsables municipaux doivent chercher à tirer parti des services publics existants,

- 2. Promouvoir et communiquer une identité locale inclusive :** Les autorités locales doivent développer et promouvoir le concept de « connectivité de la ville ». Cela peut permettre aux citoyens de différentes ethnies, tribus et religions de se sentir liés les uns aux autres et favoriser la confiance dans les institutions gouvernementales locales. Le développement d'une telle identité peut également aider les autorités locales à mobiliser les différents acteurs locaux pour construire un front local unifié contre l'extrémisme. Cela peut se faire en mettant en relation les différentes communautés, notamment par des campagnes de communication présentant une identité locale inclusive qui englobe toutes les communautés d'une ville.
- 3. Donner la priorité aux cadres de prévention inclusifs et consultatifs :** Les stratégies nationales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et les stratégies connexes en Afrique doivent être fondées sur des consultations avec un ensemble multidisciplinaire d'acteurs locaux. Cela inclut les autorités locales, les spécialistes et les groupes démographiques sous-représentés comme les femmes et les jeunes, ainsi que les communautés côtières, frontalières et rurales. Une telle approche peut contribuer à garantir que les cadres nationaux tiennent compte des problèmes hyperlocaux et spécifiques au contexte qui alimentent l'extrémisme en Afrique. Les gouvernements centraux doivent lancer un processus consultatif et une ligne de communication mutuelle et ouverte avec les autorités locales autour du développement et de la mise en œuvre des stratégies de prévention et des plans d'action nationaux. Un tel processus doit rester en place même après le lancement d'une stratégie nationale, afin de garantir que les autorités locales et les autres acteurs locaux puissent fournir un retour d'information sur la manière dont ils progressent dans la mise en œuvre de leur mandat, et sur la manière dont le gouvernement central peut les aider à le faire.
- 4. Veiller à ce que les gouvernements locaux disposent du mandat, des capacités, de l'expertise et des ressources nécessaires pour exploiter pleinement leur potentiel en matière de prévention :** Les gouvernements nationaux doivent s'assurer que les autorités locales ont un mandat pour la P/CEV et pour relever les défis connexes qui, historiquement, étaient considérés exclusivement sous l'angle de la sécurité et comme relevant de la seule responsabilité des autorités centrales. Les organismes multilatéraux compétents, les bailleurs et les ONG internationales devraient élaborer et proposer des programmes de formation sur mesure en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que d'autres programmes de renforcement des capacités destinés aux collectivités locales du continent.

Ces programmes pourraient aider les villes et autres autorités locales à mieux comprendre la menace extrémiste intégrée et en constante évolution – y compris ses dimensions idéologiques souvent uniques – et la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et programmes locaux efficaces pour y faire face. Il s'agirait d'impliquer les jeunes de manière

proactive et d'exploiter les réseaux de prévention locaux multidisciplinaires existants ou nouveaux qui peuvent aider à répondre à toute une série de préoccupations locales.

Les autres domaines pour le renforcement ciblé des capacités comprennent notamment :

- concevoir des plans d'action locaux adaptés au contexte donné et
- compléter les stratégies nationales de prévention pertinentes ;
- élaborer des programmes de lutte contre l'extrémisme violent fondés sur des données probantes, dirigés par les villes et impliquant plusieurs acteurs, y compris des programmes axés sur la réadaptation et la réintégration des anciens extrémistes ou des personnes revenant de zones de conflit ;
- le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de prévention ;
- la conception et/ou l'amélioration des protocoles et des processus de partage de l'information entre le pays et le local et entre le local et le local ;
- la réponse à la crise ;
- s'engager et soutenir les jeunes et les OSC impliquées dans la P/CEV (en
- notamment ceux financés par le GCERF) ; et
- le plaidoyer aux niveaux national et régional pour un renforcement du rôle des autorités locales en matière de prévention.

5. Engager les gouvernements nationaux de manière proactive : Plutôt que d'attendre un signal clair de la capitale, les collectivités locales d'Afrique devraient engager de manière proactive leurs gouvernements nationaux dans la prévention. Cela pourrait impliquer :

- recenser et identifier les ressources locales existantes qu'ils peuvent exploiter, et consulter à cette fin la société civile locale et les acteurs communautaires de leur juridiction ;
- rencontrer d'autres autorités locales dans leur pays pour identifier les besoins communs
- et le rôle qu'ils envisagent de jouer dans le domaine de la P/CEV et de la lutte contre les menaces connexes
- présenter collectivement leur vision à leurs gouvernements nationaux dans le but d'obtenir l'adhésion et le soutien nécessaires à la réalisation de leur plein potentiel en matière de prévention.

6. S'attaquer aux défis structurels et aux autres obstacles qui entravent le travail des CNL : Cela devrait impliquer de :

- veiller à ce qu'un cadre national de prévention inclusif soit mis en place, comprenant un rôle clair pour les autorités locales ;
- démystifier la P/CEV pour les autorités locales, en établissant clairement les distinctions entre le contre-terrorisme et la P/CEV et en présentant cette dernière comme faisant partie des efforts déployés par les villes pour protéger les communautés, plutôt que comme une question de sécurité explicite ;
- mettre en place des mécanismes et des processus pour faciliter le partage d'informations et d'autres types de coopération entre les acteurs gouvernementaux nationaux et locaux;

- permettre une compréhension commune, tant au niveau national que local, du type d'informations à partager et avec qui, et de ce qu'il faut faire une fois ces informations reçues ;
- veiller à ce que les gouvernements locaux disposent des ressources dont ils ont besoin, qu'elles proviennent de leur propre budget, qu'elles soient allouées par leur gouvernement national ou qu'elles soient apportées par des bailleurs internationaux.

7. Renforcer la confiance entre les gouvernements locaux et les communautés qu'ils servent :

Les gouvernements locaux doivent prendre des mesures pour renforcer la confiance avec leurs communautés, notamment par le biais de politiques et de programmes qui permettent aux citoyens de partager leurs besoins et leurs préoccupations avec les agents publics et, plus largement, qui favorisent la responsabilité, la transparence et la bonne gouvernance locale. Ces mesures peuvent contribuer à améliorer la confiance dans les institutions gouvernementales et à renforcer les sentiments d'identité diversifiée et unifiée de la ville (ou de la localité), ce qui renforce la cohésion sociale et permet de s'opposer aux discours polarisants véhiculés par les groupes extrémistes et autres groupes criminels. Dans la mesure du possible, les autorités locales doivent chercher à établir des partenariats avec les OSC concernées (y compris celles financées par le GCERF) et les entreprises locales pour développer des initiatives publiques-privées qui travaillent avec et dans les communautés locales pour renforcer la cohésion sociale et la résilience contre l'extrémisme et la haine.

8. Renforcer la coopération locale-locale au sein des pays et au niveau régional :

L'urbanisation rapide, le déficit de ressources et de capacités des collectivités locales – notamment dans les zones rurales – et la facilité avec laquelle les groupes extrémistes et autres groupes criminels se déplacent d'un endroit à l'autre soulignent tous l'importance d'une coopération et d'une coordination accrues entre les autorités locales. Par exemple, les autorités locales d'un même pays peuvent s'associer pour mieux répondre à l'urbanisation. Les grandes villes pourraient ainsi se coordonner entre elles pour trouver des moyens novateurs de faire face à la croissance rapide de la population, et avec les zones rurales pour les doter des compétences et des outils nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes des migrations à grande échelle. La coopération transfrontalière, locale-locale, est tout aussi importante, compte tenu de la porosité des frontières du continent et de la nature transnationale des groupes extrémistes. Les réseaux de villes régionaux existants, comme l'Association des gouvernements locaux d'Afrique de l'Est (EALGA), constituent une plateforme parfaite pour faciliter cette coordination. Le SCN devrait s'associer à l'EALGA et à des réseaux similaires pour soutenir davantage la coopération locale-locale, dans le cadre de son engagement visant à élever le rôle des autorités locales dans la P/CEV, y compris par le biais de l'apprentissage par les pairs.

9. Remédier à la déconnexion entre l'élaboration et la programmation multilatérales de la P/CEV et l'application locale :

Le continent regorge de cadres multilatéraux souvent redondants pour lutter contre l'extrémisme violent et d'autres défis liés à la sécurité, que les

gouvernements nationaux utilisent pour informer leurs stratégies. Cependant, ces cadres ne sont pas étayés par les voix locales et sont donc déconnectés de la réalité sur le terrain, ou sont inaccessibles et difficiles à replacer dans leur contexte et à appliquer, pour les autorités locales. Pour remédier à cette déconnexion, il faudrait commencer par s'assurer que les maires et autres dirigeants et responsables locaux aient un siège à la table lorsque des organismes multilatéraux tels que l'ONU, la GCTF et l'UA élaborent de nouvelles politiques et programmes de la P/CEV ou actualisent les politiques et programmes existants.

Par exemple, les groupes de travail concernés du GCTF, en particulier ceux qui se concentrent sur l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, devraient accorder la priorité à la coopération avec le SCN, après le lancement des hubs régionaux du SCN dans différentes parties de l'Afrique à la fin de 2022, ainsi que d'autres réseaux urbains pertinents.

Grâce à la présence du SCN sur le terrain (et à son accès aux dirigeants et aux gouvernements locaux), les Hubs fourniront aux groupes de travail du GCTF un mécanisme permettant d'impliquer de manière cohérente ces acteurs de la prévention souvent ignorés et d'accéder aux perspectives locales qui doivent informer le travail du GCTF dans ces régions. En outre, les Hubs créeront des opportunités de collaboration entre le SCN et les institutions inspirées du GCTF sur le terrain. Par exemple, le SCN pourrait s'associer à l'Institut international pour la justice et l'état de droit (IIJ) afin de former les municipalités intéressées à la conception et à la mise en œuvre de programmes d'intervention multi-acteurs contre l'extrémisme violent (en s'appuyant sur le programme d'études de l'IIJ sur ce sujet, récemment achevé et financé par l'UE).¹³⁶ Les Hubs régionaux permettront également de renforcer les synergies entre les OSC financées par le GCERF et les villes membres du SCN dans lesquelles elles opèrent. Avec un mandat et des capacités suffisantes, les autorités locales peuvent jouer un rôle important dans le soutien des efforts des OSC communautaires en s'assurant qu'ils sont liés à un cadre et à un réseau de prévention locaux complets.

- 10. Créer davantage de possibilités de partage et d'apprentissage entre les autorités locales du continent :** Les autorités locales à travers le continent africain bénéficieraient de plus d'opportunités pour partager les apprentissages et les expériences, parler franchement les unes avec les autres des défis et des réussites de la prévention, et obtenir un meilleur accès aux bonnes pratiques internationales. Ces opportunités ne devraient pas se limiter aux contextes où la menace de violence motivée par la haine et l'extrémisme s'est déjà installée et où les acteurs de la sécurité sont déjà engagés – évinçant souvent les parties prenantes non sécuritaires et laissant peu d'espace pour se concentrer sur les mesures préventives précoces (c'est-à-dire celles où le rôle des autorités locales est particulièrement important). Les villes et autres localités qui ne présentent pas actuellement de menace extrémiste tangible doivent être incluses.

PLEINS FEUX SUR LA VILLE : MONROVIA, AU LIBERIA



Menace : Au lendemain de deux guerres civiles, les séquelles du conflit restent une source d'insécurité dans tout le pays et dans sa capitale, Monrovia. Les responsables de la ville signalent que les divisions intercommunautaires à travers les lignes ethniques, religieuses, sociales et économiques persistent, la violence électorale étant une préoccupation majeure pour la ville. L'inégalité des relations de pouvoir et de la représentation politique entre les groupes ethniques, tribaux et religieux au Liberia est considérée comme une source de tension entre les communautés au niveau local. À la suite de la deuxième guerre civile libérienne (1997-2003), les tensions religieuses se sont intensifiées ; des mosquées et des églises ont été incendiées. La population musulmane continue de se sentir marginalisée et non représentée dans la sphère publique. Il est à craindre que les frictions intercommunautaires ne dégénèrent en violences à l'approche des élections de 2023. Selon les responsables municipaux, certains groupes, en particulier les jeunes, sont susceptibles d'être exploités par les organisations de partis politiques pour attiser les tensions et intimider l'électorat. Rappelant le Liberia en temps de guerre, certains de ces groupes portent des treillis de l'armée, adoptent des cris de guerre et, dans certains cas, forment des barrages routiers dans la ville en période électorale.



Réponse : Le Liberia ne dispose pas de PAN ni de stratégie en matière de P/CEV. Cependant, Monrovia continue d'être étroitement consultée pour l'élaboration d'un plan de développement quinquennal dirigé par le pays et axé sur un développement social et économique inclusif et durable, qui comprend des plans pour la consolidation de la paix et l'inclusion sociale ainsi qu'une attention spécifique à la prévention de la violence électorale. La ville dirige la coordination des acteurs locaux afin de renforcer la cohésion communautaire, de soutenir les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, et d'instaurer un dialogue interconfessionnel, notamment en encourageant l'observation publique de toutes les fêtes religieuses, ce qui demeure un point de discorde au niveau national. La ville est également le fer de lance de l'engagement avec d'autres autorités locales et acteurs locaux à travers le Liberia, son maire étant président de l'Association des maires et des autorités gouvernementales locales du Liberia.



Besoins/Priorités : Les responsables de la ville ont exprimé le besoin de se connecter de manière plus cohérente avec d'autres villes du Liberia et de la région au sens large sur un programme de prévention localisé et de s'engager davantage avec les parties prenantes à travers le spectre national-local sur ces questions. Les fonctionnaires municipaux pensent également qu'ils peuvent apprendre d'autres contextes et villes sur la manière de sensibiliser les communautés à la menace de l'extrémisme violent et à ses moteurs, une menace qui, selon eux, est souvent (mal) perçue par les communautés locales comme provenant entièrement de l'extérieur du pays.



ANNEXES

ANNEXE A: EXEMPLES DE RÉSEAUX DE VILLES EN AFRIQUE

Association des municipalités, Mali :

http://base.afrique-gouvernance.net/en/corpus_organismes/fiche-organismes-409.html

Association des gouvernements locaux d’Afrique de l’Est (EALGA) :

<https://www.facebook.com/eaclgas/>

Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI) :

<https://iclei.org/>

Association nationale des gouvernements locaux du Ghana (NALAG):

<https://www.knowledge.ulgca.org>

Association nationale des maires et des autorités locales du Liberia (LIMALGA):

<https://www.uclga.org/news/welcome-to-limalga-the-national-association-of-mayors-and-local-authorities-of-liberia/>

Association sud-africaine des collectivités locales (SALGA):

<https://nationalgovernment.co.za/units/view/171/south-african-local-government-association-salga>

Association des gouvernements locaux de l’Ouganda (ULGA):

<https://www.knowledge-uclga.org/uganda-local-government-association-ulga.html?lang=fr>

Cités et gouvernements locaux unis d’Afrique (CGLU-A):

<https://www.uclga.org/>

ANNEXE B: MÉTHODOLOGIE

Processus de collecte des données

Ce rapport a eu recours à une approche de recherche qualitative. Ainsi, les données qualitatives ont été recueillies entre mars et juin 2022, par le biais de quatre tables rondes virtuelles, de deux ateliers en personne, d'entretiens avec des informateurs clés et de la diffusion de quatre questionnaires spécifiques aux parties prenantes pour les groupes suivants : gouvernement local, gouvernement national, organisations non gouvernementales, organisations non gouvernementales internationales et organisations multilatérales. L'unité de gestion du SCN a dirigé l'exécution, la diffusion, la prise de notes et l'analyse de toutes les activités de collecte de données qualitatives. Pour maximiser l'inclusion et la participation dans les quatre grandes régions du continent, les questionnaires ont été traduits et une interprétation simultanée était disponible en anglais, français, arabe, kiswahili et portugais.

Questions directrices pour la recherche :

1. Quelles sont les formes de violence qui préoccupent le plus les villes et les pays ?
2. Les collectivités locales ont-elles pour mission de lutter contre l'extrémisme, la haine et la polarisation ?
3. La P/CEV est-elle le cadre le plus pertinent pour lutter contre l'extrémisme, la haine et la polarisation ?
4. Quels sont les obstacles à la collaboration entre le gouvernement central et les autorités locales ?
5. De quels types de soutien les autorités locales ont-elles besoin pour lutter contre l'extrémisme, la haine et la polarisation dans les communautés locales ?

Limites de l'étude

La nature de ce rapport de cartographie/inventaire et la capacité institutionnelle du SCN ont posé divers défis à la méthodologie de recherche adoptée pour cartographier de manière exhaustive les besoins et les priorités P/CEV des villes africaines.

1. **Représentation** : l'approche d'échantillonnage intentionnel déployée pour cette recherche implique que l'échantillon et les résultats ne sont pas représentatifs. Les conclusions de ce rapport ne sont donc pas destinées à être inférées à toutes les villes d'un pays, d'une région ou d'un continent donné. Il s'agit plutôt d'une première étape importante dans la compréhension de la façon dont les acteurs locaux perçoivent les menaces extrémistes violentes, de leur rôle dans la prévention de leur enracinement dans leurs communautés ou dans la réponse à ces menaces, et de la façon dont ils peuvent être soutenus pour réaliser leur potentiel en tant que leaders dans les efforts de P/CEV.
2. **Déclaration volontaire** : Toutes les données recueillies auprès des participants ont été déclarées par eux-mêmes. En raison de l'ampleur et de l'échelle des participants contactés, ainsi que des contraintes de ressources et de temps, il n'a pas été possible de contrôler la pertinence et l'autorité de tous les participants. Afin d'atténuer le biais de réponse des participants, le SCN

a garanti l'anonymat des participants tout au long du processus de collecte des données afin de promouvoir des réponses franches. De plus, le SCN s'est appuyé sur l'expérience de ses partenaires et de l'équipe d'évaluation.

Le SCN a utilisé sa propre expertise institutionnelle afin d'identifier les parties prenantes les plus pertinentes à inclure dans la collecte de données par questionnaire et dans les ateliers en personne, qui seraient les mieux placées pour répondre aux questions de recherche. Étant donné les différents degrés d'autonomie et de mandat des gouvernements locaux africains en matière de lutte contre l'extrémisme, la haine et la polarisation, le SCN a dû relever certains défis pour identifier les points de contact pertinents au sein des villes et des municipalités.

NOTES DE FIN

- 1 United Nations, "Secretary-General's Remarks at the Eighth Meeting of the UN Global Counter-Terrorism Coordination Compact [as delivered]," 8 June 2022.
- 2 Anouar Boukhars, "Trajectories of Violence Against Civilians by Africa's Militant Islamist Groups," *Africa Center for Strategic Studies*, 8 February 2022.
- 3 David Pilling, "Africa's Looming Urban Population Explosion," *Financial Times*, 27 June 2022,.
- 4 Leif Brottem, "The Growing Threat of Violent Extremism in Coastal West Africa," *Africa Center for Strategic Studies*, 15 March 2022.
- 5 United Nations Office of Counter-Terrorism (UNOCT), "Reference Guide – Developing National and Regional Action Plans to Prevent Violent Extremism," 2018.
- 6 Hedayah & Search for Common Ground, "Countering Violent Extremism: An Introductory Guide to Concepts, Programming, and Best Practices MENA Edition," 2019.
- 7 Martine Zeuthen and James Khalil, "Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation," *Royal United Services Institute (RUSI)*, 8 June 2016.
- 8 Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), "Understanding Referral Mechanisms in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism: Guidebook for South-Eastern Europe," April 2019.
- 9 Institute for Economics & Peace, "Global Terrorism Index 2022: Measuring the Impact of Terrorism," *Sydney*, March 2022.
- 10 Matthew Hill, "Islamic State Groups Use South Africa to Channel Funds," *Bloomberg*, 22 July 2022.
- 11 United Nations, "Secretary-General's remarks".
- 12 Eric Rosand and Alistair Millar, "Getting the Global Fragility Act Together: Reimagining Counterterrorism Must Be Part of the Plan," *The Defense Post*, 4 May 2022, <https://www.thedefensepost.com/2022/05/04/global-fragility-act/>.
- 13 Baba Ahmed, "Jihadi Rebels Attack Key Military Base Near Mali's Capital," *The Washington Post*, 22 July 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/explosions-gunfire-at-a-military-base-near-malis-capital/2022/07/22/7b817092-09a8-11ed-80b6-43f2bfcc6662story.html>.
- 14 Eric Rosand and Daniel Hooton, "Promoting Democracy and Security in Africa: Don't Forget Cities," *The Soufan Center*, 7 February 2022, <https://thesoufancenter.org/research/promoting-democracy-and-security-in-africa-dont-forget-cities/>.
- 15 Robbie Gramer, "Team Biden to Unveil New U.S. Africa Strategy," *Foreign Policy*, 4 August 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/08/04/biden-africa-strategy-blinken-travel-geopolitics/>.
- 16 Institute for Economics & Peace, "Global Terrorism Index 2022."
- 17 Ibid.
- 18 Myah Ward, "Threats From Terrorism and More, 20 Years Later," *Politico Nightly*, 9 October 2021, <https://www.politico.com/newsletters/politico-nightly/2021/09/10/threats-from-terrorism-and-more-20-years-later-494281>.
- 19 Robbie Gramer, Jack Detsch and Mary Yang, "The Islamic State Sets Its Sights on Africa," *Foreign Policy*, 12 May 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/05/12/islamic-state-africa-sahel-terrorist-groups-counterterrorism/>.
- 20 Institute for Economics & Peace, "Global Terrorism Index 2022."
- 21 Brottem, "The Growing Threat".
- 22 Africa Center for Strategic Studies, "Surge in Militant Islamist Violence in the Sahel Dominates Africa's Fight against Extremists," *Africa Center for Strategic Studies*, 24 January 2022, <https://africacenter.org/spotlight/mig2022-01-surge-militant-islamist-violence-sahel-dominates-africa-fight-extremists/>.
- 23 Ellen Ioanes, "How to Understand the Recent Coups in Africa," *Vox*, 5 February 2022, <https://www.vox.com/2022/2/5/22919160/coup-guinea-bissau-africa-burkina-faso-sudan-why>.
- 24 Natasha Booty, "Mali and Burkina Faso: Did the Coups Halt Jihadist Attacks?," *BBC*, 30 July 2022, <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-62052598>.
- 25 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop: Elevating the Role of African Cities in Preventing Extremism and Hate: Mapping City Needs and Priorities, 10–12 May 2022. A summary of the workshop is available at <https://strongcitiesnetwork.org/en/elevating-the-role-of-african-cities/>.
- 26 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop: Elevating the Role of African Cities in Preventing Extremism and Hate: Mapping City Needs and Priorities, 31 May – 1 June 2022. A summary of the workshop is available at <https://strongcitiesnetwork.org/en/elevating-the-role-of-african-cities-in-preventing-extremism-and-hate-mapping-city-needs-and-priorities-dakar-meeting-summary/>.
- 27 Ghada Waly, "76th Session of the UN General Assembly Special Event on the Links between Terrorism and Organized Crime in Africa," *United Nations*, 28 September 2021, <https://www.unodc.org/unodc/en/speeches/2021/ungacterrorismafrica-092821.html>.

- 28 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi and Dakar Workshops.
- 29 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshops.
- 30 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshops.
- 31 GhanaWeb, "Another Terrorist Attack in Togo, Close to Ghana's Border in North Eastern Region," 17 June 2022, <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Another-terrorist-attack-in-Togo-close-to-Ghana-s-border-in-North-Eastern-Region-1563164>.
- 32 Murtaza Hussain, "Misunderstanding Terrorism: How the Us vs. Them Mentality Will Never Stop Attacks," *The Intercept*, 13 May 2017, <https://theintercept.com/2017/05/13/misunderstanding-terrorism-how-the-us-vs-them-mentality-will-never-stop-attacks/>.
- 33 Rida Lyammouri, Jakana Thomas and Lauren Van Metre, "Community-Based Armed Groups: A problem or Solution?," *United States Institute of Peace*, 22 February 2022, <https://www.usip.org/publications/2022/02/community-based-armed-groups-problem-or-solution>.
- 34 Samuel Okunade, "Border Communities in Nigeria Continue to Remain Unsafe: Are Border Security Forces to Blame?," *International Institute of Social Studies*, 23 March 2022, <https://issblog.nl/2022/03/23/border-communities-in-nigeria-continue-to-remain-unsafe-are-border-security-forces-to-blame/>.
- 35 Laurence-Aïda Ammour, "How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel," *Africa Center for Strategic Studies*, 26 February 2020, <https://africacenter.org/spotlight/how-violent-extremist-groups-exploit-intercommunal-conflicts-in-the-sahel/>.
- 36 United Nations Development Programme, "Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment," *United Nations Development Programme Regional Bureau for Africa*, 2017, <https://journey-to-extremism.undp.org/content/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2017-english.pdf>.
- 37 "Drivers of Violent Extremism," United Nations Office on Drugs and Crime, Accessed 1 August 2022, <https://www.unodc.org/e4j/en/terrorism/module-2/key-issues/drivers-of-violent-extremism.html>.
- 38 Hassan Juma Ndzovu, "Kenya's Muslims: A Divided Community with Little Political Clout," *The Conversation*, 7 August 2022, <https://theconversation.com/kenyas-muslims-a-divided-community-with-little-political-clout-184436>.
- 39 Frédéric Madore, "'Good Muslim, bad Muslim' in Togo: Religious Minority Identity Construction Amid a Sociopolitical Crisis (2017–2018)," *The Journal of Modern African Studies*, 59(2):197-2, 17 June 2021, DOI:10.1017/S0022278X21000094.
- 40 Hussain, "Misunderstanding Terrorism."
- 41 Jeremy Chevrier, "Exploring the Connections Between Poverty, Lack of Economic Opportunity, and Violent Extremism in Sub-Saharan Africa," *USAID*, November 2017, https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WQ7X.pdf.
- 42 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 43 Tom Collins, "Nigeria Could Ban Motorbikes in Bid to Stop Terrorist Raids," *The Telegraph*, 22 July 2022, <https://www.telegraph.co.uk/global-health/terror-and-security/nigeria-could-ban-motorbikes-bid-stop-terrorist-raids/>.
- 44 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 45 Martin Ewi and Uyo Salifu, "Money Talks: A Key Reason Youths Join Boko Haram," *Institute for Security Studies*, February 2017, <https://frantic.s3-eu-west-1.amazonaws.com/kua-peacebuilders/2016/07/Money-talks-A-key-reason-youth-join-Boko-Haram.pdf>.
- 46 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 47 Institute for Economics & Peace, "Global Terrorism Index 2022."
- 48 United Nations Development Programme, "Journey to Extremism."
- 49 Lami Sadiq and Mohammed I. Yaba, "Ansaru in Massive Recruitment in Kaduna, Distributes 'Sallah Gifts'," *Daily Trust*, 6 May 2022, <https://dailytrust.com/ansaru-in-massive-recruitment-in-kaduna-distributes-sallah-gift>.
- 50 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 51 Transparency International, "CPI 2021 for Sub-Saharan Africa: Amid Democratic Turbulence, Deep-Seated Corruption Exacerbates Threats to Freedoms," 25 January 2021, <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-sub-saharan-africa-amid-democratic-turbulence-deep-seated-corruption>.
- 52 Pilling, "Africa's Looming Urban Population Explosion."
- 53 Ibid.
- 54 Ahmadou Aly Mbaye, "Africa's Climate Crisis, Conflict, and Migration Challenges," *Brookings Institute*, 20 September 2019, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/09/20/africas-climate-crisis-conflict-and-migration-challenges/>.
- 55 Stephen Commins, "From Urban Fragility to Urban Stability," *The Africa Center for Strategic Studies*, Africa Security Brief, June 2018, https://cooperative-individualism.org/commins-stephen_from-urban-fragility-to-urban-stability-2018-jun.pdf.
- 56 United Nations Development Programme, "Journey to Extremism."
- 57 Michael I. Ugwueze and Freedom C. Onuoha, "Hard vs. Soft Measures to Security: Explaining the Failure of Counter-Terrorism Strategy in Nigeria," *Journal of Applied Security Research*, 12 September, 15(4), <https://doi.org/10.1080/19>

- [361610.2020.1811936](#); Dina Mansour-Ille, "Counterterrorism Policies in the Middle East and North Africa: A Regional Perspective," *International Review of the Red Cross*, February 2022, <https://international-review.icrc.org/articles/counterterrorism-policies-in-the-middle-east-and-north-africa-916>. The human rights abuses associated with the militarised response to the emergence of Boko Haram in Maiduguri are seen to have contributed to the recruitment of local citizens into violent extremism. https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2015/10/NigeriaReport_Web.pdf
- 58 Ibid.
- 59 Available at: <https://digitallibrary.un.org/record/816212?ln=en#record-files-collapse-header>.
- 60 "AU Extraordinary Summit 25–28 May 2022, Malabo, Equatorial Guinea," African Union, Accessed 5 August 2022, <https://au.int/en/summit/2022-extraordinary-malabo>.
- 61 African Union, Terms of Reference: Establishment African Union Counter Terrorism Coordination Task Force (AU – CTCTF) at Ministerial level.
- 62 "7th Generic Course on Preventing and Countering Violent Extremism (PCVE) in Africa," *ACSRT/CAERT*, 7 April 2022, https://caert.org.dz/7th-generic-course-on-preventing-and-countering-violent-extremism-pcve-in-africa/?fbclid=IwAR0VoLPQhpPupeyXvGcOaUUuUDCMzlr9L2bu1c8NS_dqSCzm-sFCu_foXQO.
- 63 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 64 IGAD, "Regional Strategy for Preventing and Countering Violent Extremism," 2018, <https://cve.igad.int/wp-content/uploads/2020/03/The-IGAD-Regional-Strategy-for-Preventing-and-Countering-Violent-Extremism.pdf>.
- 65 United Nations Office on Drugs and Crime, "Global South initiatives to Counter Terrorism and Prevent Violent Extremism: Handbook," 2022, https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/2114743-global_south_initiatives_web.pdf.
- 66 With the support of the Global Center on Cooperative Security, the ICEPCVE was critical in the establishment of the East Africa CSOs hub. The hub was created in February 2017 in recognition of a trust deficit between government and civil society (see ReliefWeb, 2017; Global Center, 2017). It was intended to provide an information-sharing platform for the government and a wide variety of CSOs, rather than just a few that "may not fully represent the diversity of perspectives, priorities, and experiences" (see Global Center, 2017: 1).
- 67 Énio Viegas Filipe Chingotuane, et al., "Strategic Options for Managing Violent Extremism in Southern Africa: The Case of Mozambique," *Friedrich Ebert Stiftung*, October 2021, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mosambik/18479.pdf>.
- 68 Andrew Cheatham, Amanda Long and Thomas P. Sheehy, "Regional Security Support: A Vital First Step for Peace in Mozambique," *United States Institute of Peace*, 23 June 2022, <https://www.usip.org/publications/2022/06/regional-security-support-vital-first-step-peace-mozambique>.
- 69 Peter Fabricius, "SADC and Rwandan Troops Disperse Mozambique Insurgents – But Displace More Civilians," *The Daily Maverick*, 31 July 2022, <https://www.dailymaverick.co.za/article/2022-07-31-sadc-and-rwandan-troops-disperse-mozambique-insurgents-but-displace-more-civilians/>.
- 70 Olajide O. Akanji, "Sub-regional Security Challenge: ECOWAS and the War on Terrorism in West Africa," *Insight on Africa*, 11(1) 94–112, 2019, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0975087818805842>.
- 71 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 72 Mali decided on 15 May 2022 to withdraw from the group. See Mail's withdrawal from G5 Sahel, Joint Force a 'setback' for the region, UN News, 18 May 2022, <https://news.un.org/en/story/2022/05/1118582>.
- 73 Strong Cities Network, "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths and Challenges in West Africa," *Strong Cities Network*, 2022, unpublished.
- 74 Ibid.
- 75 United Nations Office on Drugs and Crime, "Plenary Meeting of the GCTF Capacity Building Working Group for West Africa on Identifying Priorities to Prevent and Counter Terrorism and Violent Extremism," June 2022, <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2022-07-26-plenary-meeting-of-the-gctf-capacity-building-working-group-for-west-africa-on-identifying-priorities-to-prevent-and-counter-terrorism-and-violent-extremism.html>.
- 76 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi and Dakar Workshops.
- 77 "Preventing violent extremism," United Nations Development Programme, accessed 2 August 2022, <https://www.undp.org/oslo-governance-centre/preventing-violent-extremism>.
- 78 Strong Cities Network, "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths and Challenges in West Africa," Strong Cities Network, 2022, unpublished.
- 79 Funds for NGOs, "Bureau of African Affairs: Regional Harmonization to PVE in Coastal West Africa," 10 July 2020, <https://www2.fundsforngos.org/latest-funds-for-ngos/bureau-of-african-affairs-regional-harmonization-to-pve-in-coastal-west-africa/>.
- 80 United Nations Development Programme, "Regional Service Centre for Africa: preventing and Responding to Violent Extremism in Africa: A Development Approach," United Nations Development Programme, Quarterly Newsletter, Issue 11, October – December 2021, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/PVE-Newsletter-Q4-2021.pdf>.

- 81 Federal Republic of Nigeria, "Policy Framework and National Action Plan for Preventing and Countering Violent Extremism: Partnering for Safer and Resilient Communities," August 2017, <https://ctc.gov.ng/wp-content/uploads/2020/03/PCVE-NSA-BOOK-1.pdf>.
- 82 Strong Cities Network, RUSI-Nairobi, EU CT Morse, "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths & Challenges in East & Southern Africa," Strong Cities Network, September 2022, <https://strongcitiesnetwork.org/en/nlc-mapping-east-and-southern-africa/>.
- 83 United States Department of State, "Country Reports on Terrorism, 2017 – Ethiopia," 19 September 2018, <https://www.refworld.org/docid/5bcf1fa728.html>.
- 84 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 85 Ibid.
- 86 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 87 Isel Van Zyl, "Preventing Violent Extremism: Lessons from Africa," *Institute for Security Studies*, 27 September 2019, <https://issafrica.org/research/africa-report/preventing-violent-extremism-lessons-from-africa>.
- 88 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 89 Eric Rosand, et al., "A Roadmap to Progress: The State of the Global P/CVE Agenda", *The Prevention Project*; RUSI, 2018, https://www.eccnetwork.net/sites/default/files/media/file/GCCS_ROADMAP_FNL.pdf.
- 90 Global Solutions Exchange, "10 Reasons Why Civil Society Is an Ally and Not an Adversary in the Struggle Against Violent Extremism," *Global Solutions Exchange*, 2019, <https://opev.org/wp-content/uploads/2019/10/GSX-10-Reasons-Why-Civil-Society-Is-an-Ally-and-Not-an-Adversary-in-the-Struggle-Against-Violent-Extremism.pdf>.
- 91 Global Center on Cooperative Security, "East Africa Civil Society Organizations Hub Summary Report of National Meetings," May 2017, https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/01/FINAL_Summary-Report_CS0-Hub-National-Meetings.pdf.
- 92 Blueprint, "Partnership Against Violent Extremism holds first General Assembly," 29 June 2015, <https://www.blueprint.ng/partnership-against-violent-extremism-holds-first-general-assembly/>.
- 93 Isel Van Zyl and Cheryl Frank, "Preventing extremism in West and Central Africa," *Institute for Security Studies*, 28 September 2018, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/preventing-extremism-in-west-and-central-africa>.
- 94 Leigh Hamilton and Rami Sayed, "Empowering Local Communities to Prevent Violent Extremism in Cabo Delgado, Mozambique," in *Extremisms in Africa, Vol 3*, edited by Alain Tschudin et al., Good Governance Africa (Synergy Books Publishing 30 July 2020), 279–300.
- 95 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 96 Isel Van Zyl, "Lessons from Africa."
- 97 Michael Jones, "A Template for the Global South? Understanding the Promises and Pitfalls of Preventing/Countering Violent Extremism in Kenya," *RUSI, Emerging Insights*, <https://rusi.org/explore-our-research/publications/emerging-insights/template-global-south-understanding-promises-and-pitfalls-preventingcountering-violent-extremism>.
- 98 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 99 Olajumoke Ayandele, "Confronting Nigeria's Kaduna Crisis," *Africa Center for Strategic Studies*, 2 February 2021, <https://africacenter.org/spotlight/confronting-nigerias-kaduna-crisis/>.
- 100 Interview with Niger-based CSO representative, 29 June 2022.
- 101 Rosand and Hooton, "Don't Forget Cities."
- 102 Kano Focus, "How SFTAS Improves Good Governance at State Level – OGP," *Kano Focus*, 7 October 2021, <https://22kanofocus.com/2021/10/07/how-sftas-improves-good-governance-at-state-level-ogp/>.
- 103 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 104 Jones, "Preventing/Countering Violent Extremism in Kenya."
- 105 Yoni, M. S., "Socializing the Prevention and Countering Extremism Process in Kenya: The Development and Implementation of the County Action Plans," *Scofield Associates and National Democratic Institute (NDI)*, 2021.
- 106 See: Yoni, 2021; Jones, 2020; Crisman et al., 2020.
- 107 Roba D. Sharamo and Adan A. Mohamed, "Countering Violent Extremism in Kenya: Experiences and innovations," *Institute of Security Studies*, East Africa Report 36, December 2020, <https://hdl.handle.net/10520/ejc-isear-v2020-n36-a1>.
- 108 See: Jones, 2020; Yoni, 2021.
- 109 Patricia Crosby and Dominic Pkalya, "Developing and Implementing Local Action Plans for Preventing and Countering Violent Extremism in East Africa," *Strong Cities Network*, 2021. https://strongcitiesnetwork.org/en/wp-content/uploads/sites/5/2021/12/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf.
- 110 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 111 Crosby and Pkalya, "Violent Extremism in East Africa."
- 112 Yoni, "County Action Plans."
- 113 Strong Cities Network Interview with Coast-based academic, 7 April 2022.
- 114 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."

- 115 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar and Nairobi Workshops.
- 116 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 117 Participant response to research questionnaire.
- 118 Interview with Abuja based Civil Society Organisation, 1 June 2022
- 119 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 120 Ibid.
- 121 Strong Cities Network, "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths and Challenges in West Africa," 2022, unpublished.
- 122 Ibid.
- 123 Ibid.
- 124 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar and Nairobi Workshops.
- 125 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 126 Global Counterterrorism Forum, "Memorandum on Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in Preventing and Countering Violent Extremism Conducive to Terrorism," *Global Counterterrorism Forum*, 2020, <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/GCTF%20Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE.pdf?ver=2020-09-29-100315-357>.
- 127 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 128 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar Workshop.
- 129 Strong Cities Network, "Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa."
- 130 See: Saferworld, 2020; Freedom House, 2021; IJR Policy Brief, 2021; Lucey and Patel, 2021; Whitehead, 2021; ICG, 2022; USAID 2022, forthcoming.
- 131 Medhane Tadesse, "Youth and Countering Violent Extremism in Africa," *African Security Sector Network (ASSN)*, November 2021, <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/61022/IDL-61022%20.pdf?sequence=2>.
- 132 Participant consultations, Strong Cities Network Dakar and Nairobi Workshops.
- 133 Participant consultations, Strong Cities Network Nairobi Workshop.
- 134 The World Bank, "Resilient Cities," Accessed 1 August 2022, <https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/brief/resilient-cities-program>.
- 135 IESE, "Cities in Motion Index," *IESE*, 2020: 13, <https://dx.doi.org/10.15581/018.ST-542>.
- 136 The curriculum can be found here: <https://www.theij.org/multi-actor-p-cve-interventions-workstream/>

RESSOURCES

ACSRT/CAERT. “7th Generic Course on Preventing and Countering Violent Extremism (PCVE) in Africa.” 7 April 2022. https://caert.org.dz/7th-generic-course-on-preventing-and-countering-violent-extremism-pcve-in-africa/?fbclid=IwAR0VoLPQhpPupeyXvGcOaUUuUDCMzlr9L2bu1c8NS_dqSCzm-sFCu_foXQ0

Africa Center for Strategic Studies. “Surge in Militant Islamist Violence in the Sahel Dominates Africa’s Fight against Extremist.” Africa Center for Strategic Studies. 24 January 2022. <https://africacenter.org/spotlight/mig2022-01-surge-militant-islamist-violence-sahel-dominates-africa-fight-extremists/>.

African Union. “16th Extraordinary Session of the Assembly of the African Union on Terrorism and Unconstitutional Changes of Government in Africa”. 28 May 2022.

African Union. “AU Extraordinary Summit 25–28 May 2022, Malabo, Equatorial Guinea.” African Union. Accessed 5 August 2022. <https://au.int/en/summit/2022-extraordinary-malab>.

African Union. “Remarks by Mr. Vladimir Voronkov, Under-Secretary-General, United Nations Office of Counter-Terrorism. 28 May 2022. <https://au.int/en/pressreleases/20220528/remarks-mr-vladimir-voronkov-under-secretary-general>.

Ahmed, B. “Jihadi rebels attack key military base near Mali’s capital.” The Washington Post. 22 July 2022. https://www.washingtonpost.com/world/explosions-gunfire-at-a-military-base-near-malis-capital/2022/07/22/7b817092-09a8-11ed-80b6-43f2bfcc6662_story.html.

Akanji, Olajide O. “Sub-regional Security Challenge: ECOWAS and the War on Terrorism in West Africa.” Insight on Africa. 11(1) 94–112, 2019. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0975087818805842>.

Ammour, L. “How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel.” Africa Center for Strategic Studies. 26 February 2020. <https://africacenter.org/spotlight/how-violent-extremist-groups-exploit-intercommunal-conflicts-in-the-sahel/>.

Anyadike, O. “Confronting Nigeria’s Kaduna Crisis.” Africa Center for Strategic Studies. 2 February 2021. <https://africacenter.org/spotlight/confronting-nigerias-kaduna-crisis/>.

Booty, N. “Mali and Burkina Faso: Did the coups halt jihadist attacks?.” BBC. 30 July 2022. <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-62052598>.

Boukhars, A. “Trajectories of Violence Against Civilians by Africa’s Militant Islamist Groups”. Africa Center for Strategic Studies. 8 Feb 2022. <https://africacenter.org/spotlight/trajectories-of-violence-against-civilians-by-africas-militant-islamist-groups/>.

Blueprint. “Partnership Against Violent Extremism holds first General Assembly.” Blueprint. 29 June 2015. <https://www.blueprint.ng/partnership-against-violent-extremism-holds-first-general-assembly/>.

Brottem, Leif. “The Growing Threat of Violent Extremism in Coastal West Africa.” Africa Center for Strategic Studies, 15 March 2022. <https://africacenter.org/spotlight/the-growing-threat-of-violent-extremism-in-coastal-west-africa/>.

Citizens and Diaspora Directorate (CIDO), “Engaging Civil Society and the African Diaspora in Development Processes”.

Cheatham, Andrew., Long, Amanda., Sheehy, Thomas P. "Regional Security Support: A Vital First Step for Peace in Mozambique." United States Institute of Peace. 23 June 2022. <https://www.usip.org/publications/2022/06/regional-security-support-vital-first-step-peace-mozambique>.

Chevrier, J. "Exploring the connections between poverty, lack of economic opportunity, and violent extremism in Sub-Saharan Africa." USAID. November 2017. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WQ7X.pdf.

Chingotwane, Enio., Sidumo, Egna., Hendricks, Cheryl., van Nieuwkerk, Anthoni. "Strategic Options for Managing Violent Extremism in Southern Africa: The Case of Mozambique." Friedrich Ebert Stiftung. October 2021. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mosambik/18479.pdf>.

Collins, T. "Nigeria could ban motorbikes in bid to stop terrorist raid." The Telegraph. 22 July 2022. <https://www.telegraph.co.uk/global-health/terror-and-security/nigeria-could-ban-motorbikes-bid-stop-terrorist-raids/>.

Commins, S. "From Urban Fragility to Urban Stability." Africa Center for Strategic Studies. The Africa Security Brief. June 2018. https://cooperative-individualism.org/commins-stephen_from-urban-fragility-to-urban-stability-2018-jun.pdf.

Crisman, B., Yoon, C. S. A., Goos, C., Hull, D., Romano, E., Johnson, J., Burns, J., Nedashkovskaya, M., Subramanlan, N., Tesfaye, S., Gungadurdoss, Y. 2020. "Preventing Violent Extremism: Lessons from Kenya", Princeton University: Woodrow Wilson School of Public and International Affairs.

Crosby, P. and Pkalya, D. 2021. "Developing and Implementing Local Action Plans for Preventing and Countering Violent Extremism in East Africa". Strong Cities Network; Institute for Strategic Dialogue. 2021. https://strongcitiesnetwork.org/en/wp-content/uploads/sites/5/2021/12/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf.

Ewi, M. and Salifu, U. "Money talks: A key reason youths join Boko Haram." Institute for Security Studies. February 2017. <https://frantic.s3-eu-west-1.amazonaws.com/kua-peacemakers/2016/07/Money-talks-A-key-reason-youth-join-Boko-Haram.pdf>.

Fabricius, P. "SADC and Rwandan troops disperse Mozambique insurgents – but displace more civilian." The Daily Maverick. 31 July 2022. <https://www.dailymaverick.co.za/article/2022-07-31-sadc-and-rwandan-troops-disperse-mozambique-insurgents-but-displace-more-civilians/>.

Federal Republic of Nigeria. Policy Framework and National Action Plan for Preventing and Countering Violent Extremism: Partnering for Safer and Resilient Communities. August 2017. <https://ctc.gov.ng/wp-content/uploads/2020/03/PCVE-NSA-BOOK-1.pdf>.

Financial Times. Africa's Looming Urban Population Explosion, 27 June 2022. <https://www.ft.com/content/4be3e836-557d-4a11-8575-d2ccdf9682b>.

Freedom House. 2021. "Freedom in the World 2021: Djibouti." Freedom House. 2021. <https://freedomhouse.org/country/djibouti/freedom-world/2021>.

Funds for NGOs. "Bureau of African Affairs: Regional Harmonization to PVE in Coastal West Africa." Funds for NGOs. 10 July 2020. <https://www2.fundsforngos.org/latest-funds-for-ngos/bureau-of-african-affairs-regional-harmonization-to-pve-in-coastal-west-africa/>.

- GhanaWeb. "Another terrorist attack in Togo, close to Ghana's border in North Eastern Region." GhanaWeb. 17 June 2022. <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Another-terrorist-attack-in-Togo-close-to-Ghana-s-border-in-North-Eastern-Region-1563164>.
- Global Center on Cooperative Security. "East Africa Civil Society Organizations Hub." Global Center on Cooperative Security. Project Synopsis. August 2017. https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2016/10/17Aug_East-Africa-CSO-Hub-Project-Description.pdf.
- Global Counterterrorism Forum. "Memorandum on Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in Preventing and Countering Violent Extremism Conducive to Terrorism." Global Counterterrorism Forum. September 2020. <https://www.thegctf.org/What-we-do/Initiative-Activities/Detail/ArtMID/842/ArticleID/185/National-Local-PCVE-Cooperation-Good-Practices>.
- Global Solutions Exchange. "10 Reasons Why Civil Society Is an Ally and Not an Adversary in the Struggle Against Violent Extremism." Global Solutions Exchange. 2019. <https://opev.org/wp-content/uploads/2019/10/GSX-10-Reasons-Why-Civil-Society-Is-an-Ally-and-Not-an-Adversary-in-the-Struggle-Against-Violent-Extremism.pdf>.
- Gramer, R. "Team Biden to Unveil New U.S. Africa Strategy." Foreign Policy. 4 August 2022. <https://foreignpolicy.com/2022/08/04/biden-africa-strategy-blinken-travel-geopolitics/>.
- Gramer, R., Detsch, J., and Yang, M. "The Islamic State Sets Its Sights on Africa." Foreign Policy. 12 May 2022. <https://foreignpolicy.com/2022/05/12/islamic-state-africa-sahel-terrorist-groups-counterterrorism/>.
- Hedayah & Search For Common Ground. "Countering Violent Extremism: An Introductory Guide to Concepts, Programming, and Best Practices MENA Edition." Hedayah. 2019.
- Hill, Matthew. "Islamic State Groups Use South Africa to Channel Funds." Bloomberg, 22 July 2022. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-07-22/islamic-state-groups-use-south-africa-to-channel-funds-un-says>.
- IESE. "Cities in Motion Index." IESE. 2020. <https://dx.doi.org/10.15581/018.ST-542>.
- International Crisis Group. "Winning Peace in Mozambique's Embattled North." International Crisis Group. Africa Briefing no. 178, 10 February 2022. <https://www.crisisgroup.org/africa/southern-africa/mozambique/b178-winning-peace-mozambiques-embattled-north#:~:text=Rwandan%20and%20southern%20African%20troops,lowered%20but%20not%20yet%20gone>.
- Institute for Economics & Peace. "Global Terrorism Index 2022: Measuring the Impact of Terrorism." Sydney, March 2022. <http://visionofhumanity.org/resources>.
- Ioanes, Ellen. "How to understand the recent coups in Africa." Vox, 5 February 2022. <https://www.vox.com/2022/2/5/22919160/coup-guinea-bissau-africa-burkina-faso-sudan-why>.
- Jones, M. "A Template for the Global South? Understanding the Promises and Pitfalls of Preventing/Countering Violent Extremism in Kenya." RUSI. Emerging Insights. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/emerging-insights/template-global-south-understanding-promises-and-pitfalls-preventingcountering-violent-extremism>.
- Kano Focus, "How SFTAS improves good governance at state level – OGP," Kano Focus, 7 October 2021. <https://kanofocus.com/2021/10/07/how-sftas-improves-good-governance-at-state-level-ogp/>.

Krippahl, C. "Examining the poor reputation of Africa's armies". Deutsche Welle. 19 January 2022. <https://www.dw.com/en/examining-the-poor-reputation-of-africas-armies/a-60481228>.

Lucey, A. and Patel, J. "Building Youth Resilience to Extremism in Mozambique: Perspectives from Cabo Delgado." The Institute for Justice and Reconciliation (IJR) and Centro para Democracia e Desenvolvimento (CDD). 2022.

Lyammouri, R., Thomas J., & Van Metre, L. "Community-Based Armed Groups: A problem or Solution?." United States Institute of Peace. 22 February 2022. <https://www.usip.org/publications/2022/02/community-based-armed-groups-problem-or-solution>.

Madore, F. "'Good Muslim, bad Muslim' in Togo: religious minority identity construction amid a sociopolitical crisis (2017–2018)." The Journal of Modern African Studies. 59(2):197-2. 17 June 2021. DOI:10.1017/S0022278X21000094.

Mansour-Ille, D. "Counterterrorism policies in the Middle East and North Africa: A regional perspective." International Review of the Red Cross. February 2022. <https://international-review.icrc.org/articles/counterterrorism-policies-in-the-middle-east-and-north-africa-916>.

Muro, D. "Resilient Cities: Countering Violent Extremism at Local Level." 2017. https://www.academia.edu/34567059/Resilient_Cities_Countering_Violent_Extremism_at_Local_Level_2017_email_work_card=abstract-read-more.

Ndzovu, H. J. "Kenya's Muslims: a divided community with little political clout." The Conversation. 7 August 2022. <https://theconversation.com/kenyas-muslims-a-divided-community-with-little-political-clout-184436>.

Okunade, S. "Border communities in Nigeria continue to remain unsafe: Are border security forces to blame?." International Institute of Social Studies. 23 March 2022. <https://issblog.nl/2022/03/23/border-communities-in-nigeria-continue-to-remain-unsafe-are-border-security-forces-to-blame/>.

Organization for Security and Co-operation in Europe. "Understanding Referral Mechanisms in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism: Guidebook for South-Eastern Europe | OSCE." OSCE. April 2019. <https://www.osce.org/secretariat/418274>.

Pilling, David. "Africa's Looming urban population explosion." Financial Times, 27 June 2022. <https://www.ft.com/content/4be3e836-557d-4a11-8575-d2ccdfd9682b>.

ReliefWeb. 'Supporting Civil Society Organizations in Preventing and Countering Violent Extremism in the Eastern and Horn of Africa Region.' ReliefWeb. 14 September 2017. <https://reliefweb.int/report/world/supporting-civil-society-organizations-preventing-and-countering-violent-extremism>.

Rosand, E. and Hooton, D. "Promoting Democracy and Security in Africa: Don't Forget Cities." The Soufan Center. 7 February 2022. <https://thesoufancenter.org/research/promoting-democracy-and-security-in-africa-dont-forget-cities/>.

Rosand, E., Klaus, I. "It Happens on the Pavement: Putting Cities at the Center of Countering Violent Extremism." Brookings Institution, 1 June 2016. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2016/06/01/it-happens-on-the-pavement-putting-cities-at-the-center-of-countering-violent-extremism/>.

Rosand, E. and Millar, A. "How the private sector can be harnessed to stop violent extremism." Brookings Institute. 31 January 2017. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/01/31/how-the-private-sector-can-be-harnessed-to-stop-violent-extremism/>.

Rosand, E., Winterbotham E., Jones, M., Praxl-Tabuchi, F. "A Roadmap to Progress: The State of the Global P/CVE Agenda." The Prevention Project; RUSI, 2018. https://www.eccnetwork.net/sites/default/files/media/file/GCCS_ROADMAP_FNL.pdf.

Sadiq, L. and Yaba, M. I. "Ansaru in Massive Recruitment in Kaduna, Distributes 'Sallah Gifts'," Daily Trust, 6 May 2022. <https://dailytrust.com/ansaru-in-massive-recruitment-in-kaduna-distributes-sallah-gift>.

Saferworld. "Thinking Beyond Countering Violent Extremism in Somalia: Local Views on an International Project." Saferworld. 2020. www.saferworld.org.uk/long-reads/thinking-beyond-acountering-violent-extremisma-in-somalia-local-views-on-an-international-aprojecta.

Sharamo, R. D. and Mohamed, A. A., "Countering violent extremism in Kenya: Experiences and innovations." Institute of Security Studies. East Africa Report 36. December 2020. <https://hdl.handle.net/10520/ejc-isear-v2020-n36-a1>.

Sheikh, A. "Somali militia, former government ally, captures two towns from federal forces." Reuters. 02 October 2021. <https://www.reuters.com/world/africa/somali-militia-former-government-ally-captures-two-towns-federal-forces-2021-10-01/>.

Strong Cities Network. "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths and Challenges in East and Southern Africa." 2022. <https://strongcitiesnetwork.org/en/nlc-mapping-east-and-southern-africa/>.

Strong Cities Network. "Implementing the GCTF Good Practices on Strengthening National-Local Cooperation in P/CVE: Mapping Strengths and Challenges in West Africa". Strong Cities Network, 2022. Unpublished.

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). "Thematic overview: Preventing Violent Extremism (PVE) through development". Dec 2017. https://cdn.sida.se/app/uploads/2020/12/01125322/s209461_thematicoverview_preventing_violent_extremism_webb-003_final.pdf.

Tadesse, M. "Youth and Countering Violent Extremism in Africa." African Security Sector Network (ASSN). November 2021. <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/61022/IDL-61022%20.pdf?sequence=2>.

The World Bank, "Resilient Cities." Accessed 1 August 2022. <https://www.worldbank.org/en/topic/urbandevelopment/brief/resilient-cities-program>.

Thompson, J. "Examining Extremism: Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin." Center for Strategic & International Studies (CSIS). 15 July 2021. <https://www.csis.org/blogs/examining-extremism/examining-extremism-jamaat-nasr-al-islam-wal-muslimin>.

Transparency International. "CPI 2021 for Sub-Saharan Africa: Amid democratic turbulence, deep-seated corruption exacerbates threats to freedoms." Transparency International. 25 January 2021. <https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-sub-saharan-africa-amid-democratic-turbulence-deep-seated-corruption>.

Tschudin, A., Moffat, C., Buchanan-Clarke, S., Russell, S., and Coutts, L., eds. *Violent Extremisms in Africa*, Vol 3. Good Governance Africa (Synergy Books Publishing 30 July 2020), 279–300.

Ugwueze, M. I. and Onuoha, F. C. “Hard vs. Soft Measures to Security: Explaining the Failure of Counter-Terrorism Strategy in Nigeria.” *Journal of Applied Security Research*. 12 September, Volume 15, Issue 4. <https://doi.org/10.1080/19361610.2020.1811936>.

United Nations. “Secretary-General’s remarks at the Eighth Meeting of the UN Global Counter-Terrorism Coordination Compact [as delivered].” United Nations. 8 June 2022. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2022-06-08/secretary-generals-remarks-the-eighth-meeting-of-the-un-global-counter-terrorism-coordination-compact-delivered>.

United Nations Development Programme, “Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment,” United Nations Development Programme Regional Bureau for Africa, 2017. <http://journey-to-extremism.undp.org/>.

United Nations Development Programme. “Preventing violent extremism.” 2022. <https://www.undp.org/oslo-governance-centre/preventing-violent-extremism>.

United Nations Development Programme. “Regional Service Centre for Africa: Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa: A Development Approach.” United Nations Development Programme. Quarterly Newsletter. Issue 11, October – December 2021. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/PVE-Newsletter-Q4-2021.pdf>.

United Nations Office on Drugs and Crime. “Drivers of violent extremism.” Accessed 1 August 2022. <https://www.unodc.org/e4j/en/terrorism/module-2/key-issues/drivers-of-violent-extremism.html>.

United Nations Office on Drugs and Crime. “Global South initiatives to Counter Terrorism and Prevent Violent Extremism: Handbook.” United Nations Office on Drugs and Crime. 2022. https://www.un.org/counterterrorism/sites/www.un.org.counterterrorism/files/2114743-global_south_initiatives_web.pdf.

United Nations Office on Drugs and Crime. “Plenary Meeting of the GCTF Capacity Building Working Group for West Africa on Identifying Priorities to Prevent and Counter Terrorism and Violent Extremism.” United Nations Office on Drugs and Crime. June 2022. <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2022-07-26-plenary-meeting-of-the-gctf-capacity-building-working-group-for-west-africa-on-identifying-priorities-to-prevent-and-counter-terrorism-and-violent-extremism.html>.

United Nations Office of Counter-Terrorism. “Reference Guide - Developing National and Regional Action Plans to Prevent Violent Extremism.” United Nations Office of Counter-Terrorism. 2018. https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/sites/www.un.org.counterterrorism.ctitf/files/UNOCT_PVEReferenceGuide_FINAL.pdf.

USAID. “Guide to Preventing Violent Extremism (PVE): Reflections and Recommendations on addressing the root causes of violent extremism and radicalization.” June 2019. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WR94.pdf.

USAID. “Countering Violent Extremism: Governance and Communications Strategy Paper.” 2022. forthcoming.

United States Department of State. "Country Reports on Terrorism, 2017 – Ethiopia." United States Department of State. 19 September 2018. <https://www.refworld.org/docid/5bcf1fa728.html>.

Van Zyl, I. "Preventing violent extremism: lessons from Africa." Institute for Security Studies. 27 September 2019. <https://issafrica.org/research/africa-report/preventing-violent-extremism-lessons-from-africa>.

Van Zyl, I., Frank, C. "Preventing extremism in West and Central Africa". Institute for Security Studies. 28 Sep 2018. <https://issafrica.org/research/west-africa-report/preventing-extremism-in-west-and-central-africa>.

Waly, G. "76th Session of the UN General Assembly Special Event on the Links between Terrorism and Organized Crime in Africa," United Nations, 28 September 2021. <https://www.unodc.org/unodc/en/speeches/2021/ungatocterrorismmafrica-092821.html>.

Ward, M. "Threats from terrorism and more, 20 years later." Politico Nightly. 9 October 2021. <https://www.politico.com/newsletters/politico-nightly/2021/09/10/threats-from-terrorism-and-more-20-years-later-494281#>.

Whitehead, E. 'Why do so many countries have military bases in Djibouti?.' People's World, 31 August 2021. <https://www.peoplesworld.org/article/why-do-so-many-countries-have-military-bases-in-djibouti>.

Yoni, M. S. "Socializing the Prevention and Countering Extremism Process in Kenya: The Development and Implementation of the County Action Plans." Scofield Associates and National Democratic Institute (NDI). 2021.

Yusuf, M. "Africa Urged to Use Good Governance, Inclusion to Fight Violent Extremism." View on Africa. 8 April 2022. <https://www.voanews.com/a/africa-urged-to-use-good-governance-inclusion-to-fight-violent-extremism/6521018.html>.

Zeuthen, M. and Khalil, J. "Countering Violent Extremism and Risk Reduction: A Guide to Programme Design and Evaluation." Royal United Services Institute (RUSI). 8 June 2016. <https://rusi.org/explore-our-research/publications/whitehall-reports/countering-violent-extremism-and-risk-reduction-guide-programme-design-and-evaluation>.



Financé par
l'Union européenne



<https://strongcitiesnetwork.org>



info@strongcitiesnetwork.org



[@Strong_Cities](https://twitter.com/Strong_Cities)



<https://www.linkedin.com/company/strong-cities-network/>



[@theStrongCitiesNetwork](https://www.facebook.com/theStrongCitiesNetwork)

The Strong Cities Network is managed by the [Institute for Strategic Dialogue](#).

Copyright © Institute for Strategic Dialogue (2022). Institute for Strategic Dialogue (ISD) is a company limited by guarantee, registered office address PO Box 75769, London, SW1P 9ER. ISD is registered in England with company registration number 06581421 and registered charity number 1141069. All Rights Reserved.